

## JOURNAL OFFICIEL

DES

## ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 98  
N° 22.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTÉANIA

MAHANA 15  
NO ATOPA 1949.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropi- ques, artistiques, littéraires, scienti- fiques, sportives etc.....	5 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

	Pages
1945 10 août Décret n° 45-1780, relatif au tarif des notaires.....	406
1949 23 juin Décret concédant à M. André Léontieff la qualité de ci- toyen français (extrait).....	414
Instruction aux intermédiaires. — Avis n° 108 de l'of- fice des changes relatif à la détermination des cours de change pour les monnaies qui ne sont pas négo- ciées sur le marché libre.....	414

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

27 sept. Arrêté n° 1051 bis, convoquant la commission perma- nente de l'assemblée représentative en session ex- traordinaire .....	415
28 sept. Arrêté n° 1053 p.t.t., accordant le bénéfice de la fran- chise postale aérienne aux correspondances adressées aux militaires et marins stationnés en Indochine et à Madagascar .....	416
29 sept. Décision n° 1054 do., fixant le nombre d'exemplaires de déclarations douanières à déposer dans les postes des douanes autres que Papeete.....	416
30 sept. Arrêté n° 1055 a.p.a., convoquant la commission per- manente de l'assemblée représentative.....	416
5 <sup>o</sup> oct. Arrêté n° 1078 f.c., annulant un ordre de recette....	416
5 <sup>o</sup> oct. Arrêté n° 1079 s.g., portant annulation de crédits au budget de l'exercice 1946.....	416
5 oct. Arrêté n° 1080 s.g., ouvrant des crédits supplémen- taires au budget local, exercice 1946.....	417

5 oct. Arrêté n° 1081 f.c., portant annulation d'autorisations d'engagements et de crédits de paiements au budget spécial F.I.D.E.S. exercice 1948-1949.....	417
5 oct. Arrêté n° 1082 f.c., annulant un ordre de recette....	417
5 oct. Arrêté n° 1083 f.c., ordonnant un prélèvement sur la caisse de réserve pour ouvrir le versement du der- nier quart de la contribution complémentaire du ter- ritoire au fonds d'investissement pour le développe- ment économique et social des territoires d'outre- mer .....	418
5 oct. Arrêté n° 1084 s.g., augmentant les tarifs des droits sur les copies des plans et cartes du service topo- graphique .....	418
5 oct. Arrêté n° 1085 j., portant modification des articles 132 et 133 de l'arrêté du 31 décembre 1938 et rappor- tant l'article 134 dudit arrêté réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements fran- çais de l'Océanie.....	419
5 oct. Arrêté n° 1087 j., convoquant les électeurs à la chambre de commerce pour l'élection de douze candidats aux fonctions d'assesseurs au tribunal mixte de commerce de Papeete.....	419
5 oct. Arrêté n° 1088 j., fixant le tarif des notaires dans les Etablissements français de l'Océanie. (Voir décret n° 45-1780 du 10 août 1945, publié à titre d'information, page 406) .....	419
5 oct. Arrêté n° 1089 a.e., prescrivant la prise en charge des opérations de l'ancienne caisse agricole par la caisse centrale du crédit agricole mutuel et donnant quitus à M. Villierme, secrétaire-trésorier.....	420
5 oct. Arrêté n° 1090 a.e., portant approbation : 1° du compte administratif de la chambre de commerce pour l'exer- cice 1948 ; 2° du budget de l'exercice 1949.....	420
5 oct. Arrêté n° 1091 co., rendant exécutoires les rôles prin- cipaux de l'année 1949.....	420
5 oct. Arrêté n° 1092 co., rendant exécutoires des rôles prin- cipaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des 10 % C.C., et de la taxe sur les chiens pour l'année 1949.....	421

5 oct.	Arrêté n° 1093 a.p.a., interdisant à la nommée Marianne, Monita, Moua, dite Dolly, le séjour de la circonscription de Tahiti et dépendances ainsi que les îles Raiatea et Borabora aux îles Sous-le-Vent.....	421
5 oct.	Arrêté n° 1094 f.c., admettant les fonctionnaires du cadre local des agents des affaires administratives au bénéfice de l'indemnité compensatrice provisoire....	422
11 oct.	Arrêté n° 1100 a.p.a., admettant les nommés Terii Tepea né Faatau, Rehia Raymond, Gennings James, Terii Tehio à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	422
	Extraits.....	423

#### AVIS OFFICIELS

Liste définitive des candidats à l'élection du 23 octobre 1949 d'un représentant à l'assemblée nationale.....	424
Avis aux candidats à l'élection d'un député à l'assemblée nationale....	424
Service du cadastre. — Avis aux propriétaires de terrains dans le district de Papenoo.....	424
Service de la curatelle aux biens vacants. — 1°) M. Ling Tim Law Thai; 2°) M. Ling Tim Wai Lim; 3°) Mlle Lin Thiem.....	424
Service de la curatelle aux biens vacants. — M. Jean Plessis, gardien.....	424
— — — — — N. Najakura.....	424
Statistique sanitaire pendant le 3 <sup>e</sup> trimestre 1949.....	427

#### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.....	425
Annonces diverses.....	426

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Texte officiel publié à titre d'information.

##### DÉCRET n° 45-1780 *relatif au tarif des notaires.*

(Du 10 août 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,  
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,  
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental et notamment son article 7 en vertu duquel reste provisoirement applicable l'acte dit loi du 29 mars 1944, relatif aux droits ou émoluments au profit des officiers publics ou ministériels ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1842 portant règlement de l'exercice et de la discipline de la profession de notaire en Algérie ;

Vu les décrets des 18 janvier 1875 et 3 septembre 1884 ;

Vu le décret du 28 novembre 1899, portant fixation pour l'Algérie du tarif des notaires, modifié par les décrets des 15 juin 1920, 6 juillet 1930 et 4 juin 1936 ;

Vu le décret du 27 avril 1920, ratifié et modifié par la loi du 26 mars 1925, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation française sur le tarif des honoraires dus aux notaires ;

Vu le décret du 14 août 1929 relatif au tarif des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Colmar ;

Vu le décret du 14 février 1945 relatif au tarif des notaires ;  
Le conseil d'Etat entendu,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les émoluments, droits et honoraires qui sont dus aux notaires à l'occasion des actes de leur ministère sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — L'honoraire d'un acte, tel qu'il est fixé par le présent tarif, comprend l'émolument de tous les soins, conseils, consultations, conférences, examens de pièces, projets et autres travaux relatifs à la rédaction de l'acte.

Art. 3. — Il est interdit aux notaires, à l'occasion des actes de leur ministère, de percevoir aucune somme en dehors des émoluments prévus au présent tarif.

Il est également interdit aux notaires de percevoir des droits et honoraires plus élevés que ceux portés au tarif, le tout sous peine de restitution, soit de l'émolument, soit de l'excédent perçu, et en outre, lorsque l'infraction est intentionnelle, de suspension temporaire, et, au cas de récidive dans les dix ans, de destitution.

Art. 4. — Pour les actes relevant de la profession notariale qui ne sont pas compris dans le tarif, ainsi que pour les services rendus dans l'exercice des fonctions accessoires qu'ils sont dûment autorisés à remplir, les frais et émoluments sont, à défaut de règlement amiable entre le notaire et les parties, et sauf opposition à taxe, taxés par le président du tribunal dans le ressort duquel réside le notaire.

Art. 5. — L'honoraire proportionnel est perçu sur le capital énoncé dans les actes. Le calcul se fait par somme ronde de 100 F.

Art. 6. — Dans les contrats ayant pour objet des prestations en nature, ou lorsque la valeur d'un immeuble n'est pas exprimé dans l'acte, l'honoraire est calculé sur la valeur vénale évaluée ou déclarée par les parties pour la perception du droit d'enregistrement.

Art. 7. — L'usufruit et la nue propriété sont respectivement évalués à la moitié de la valeur attribuée à la pleine propriété.

Toutefois, la donation, avec réserve d'usufruit au profit du donateur, donne droit au même honoraire que celle portant sur la propriété.

Art. 8. — Les notaires ne peuvent percevoir aucun droit de recette ou de comptabilité pour l'encaissement ou la garde des fonds et des valeurs déposés en conséquence et pour l'exécution directe d'un acte de vente ou d'emprunt passé dans leur étude.

Art. 9. — Les notaires peuvent faire remise de la totalité des honoraires afférents à un acte déterminé ou aux différents actes reçus à l'occasion d'une même affaire ; ils ne peuvent accorder ni de remise partielle sur un acte déterminé, ni de remise partielle ou totale sur l'un des divers actes reçus à l'occasion d'une même affaire qu'avec l'autorisation de la chambre départementale.

Art. 10. — Aucun honoraire n'est dû pour l'acte, la copie ou l'extrait déclarés nuls par la faute du notaire.

Art. 11. — Lorsqu'un acte contient plusieurs conventions dérivant ou dépendant les unes des autres, il n'est perçu d'honoraires que sur la convention principale.

Si les conventions sont indépendantes et donnent lieu à

des droits distincts d'enregistrement, l'honoraire est dû pour chacune d'elles.

Art. 12. — Les actes dressés sur projets présentés par les parties donnent droit aux mêmes honoraires que s'ils sont rédigés par le notaire lui-même.

Art. 13. — Les notaires doivent réclamer la consignation des frais qu'ils auront à déboursier pour les actes qu'ils sont chargés de dresser.

Art. 14. — Indépendamment des obligations pouvant résulter du droit commun, les notaires doivent, en cas de dépôt ou de consignation de fonds, en vertu de l'article 14 du décret provisoirement applicable du 16 juin 1941, tenir compte à leur client des intérêts qui leur sont servis.

Art. 15. — Avant tout règlement, les notaires sont tenus de remettre aux parties, même si celle-ci ne le requièrent pas, le compte détaillé des sommes dont elles sont redevables.

Ce compte est établi sur deux colonnes, l'une destinée aux déboursés, l'autre aux honoraires.

Il fait ressortir distinctement les honoraires qui seraient demandés en vertu de l'article 4 et, s'il y a lieu, le montant des intérêts visés à l'article 14 ci-dessus.

Art. 16. — Le droit de rétention appartient au notaire pour garantir le paiement des honoraires tarifés et, s'il y a lieu, le remboursement des déboursés. Il ne peut être invoqué pour obtenir le versement des honoraires visés à l'article 4 ci-dessus.

Art. 17. — Lorsqu'il a été imparti au notaire commis par justice un délai pour procéder à un acte ou une série d'actes de son ministère, le montant des honoraires tarifés est réduit de moitié lorsque la mission n'est pas remplie dans le délai fixé, et des trois quarts lorsque le double dudit délai est dépassé.

Art. 18. — Le concours d'un second notaire à un acte n'en augmente pas l'honoraire, sauf toutefois si l'acte est rétribué par vacations. Dans ce cas, il est dû des vacations à chaque notaire instrumentant.

Art. 19. — Il est interdit aux notaires, sous peine de suspension temporaire, de partager leurs honoraires avec un tiers ou d'accepter qu'un tiers leur remette tout ou partie de la rétribution par lui reçue à l'occasion soit de la conclusion d'un acte, soit des pourparlers ou démarches qui ont précédé ou accompagné une convention à laquelle ils interviennent à quelque titre que ce soit.

Entre notaires, si le règlement intérieur de la compagnie n'en dispose autrement, le partage se fait de la manière suivante : le notaire qui garde la minute a droit à la moitié de l'honoraire, et le notaire en second à l'autre moitié ; les droits de rôle appartiennent exclusivement au notaire détenteur de la minute.

Art. 20. — Le notaire constitué dépositaire des minutes d'une étude vacante par décès a droit, sauf convention contraire, à la moitié des produits nets ; l'autre moitié revient aux ayants droit du notaire décédé.

Art. 21. — Tous actes, quelle que soit leur nature, ayant pour objet le mariage des indigents, le retrait de leurs enfants des établissements où ils sont placés, et la reconnaissance de leurs enfants naturels, sont reçus gratuitement par les notaires, sur la production par les parties intéressées du certificat établi par le commissaire de police, prévu par l'article 6 de la loi du 10 décembre 1850, modifié par la loi du 31 mars 1929.

La gratuité s'applique même aux frais de voyage.

Art. 22. — Il en est de même pour les actes reçus dans l'intérêt des personnes admises au bénéfice de l'assistance judiciaire, lorsque lesdits actes sont passés à l'occasion ou en exécution des instances dans lesquelles elles ont figuré, mais seulement dans le cas où ils doivent être visés pour timbre et enregistrés en débet.

Dans ce cas, les honoraires des notaires peuvent être recouvrés ultérieurement dans les conditions et les formes prévues par la loi du 22 janvier 1851.

Art. 23. — Le présent tarif sera imprimé par les soins du conseil supérieur du notariat.

Un exemplaire en sera remis aux conseils régionaux, aux chambres départementales des notaires, et à chaque notaire, qui devront le tenir à la disposition de toute personne qui en fera la demande.

Un exemplaire en sera également remis aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des justices de paix.

Art. 24. — Le présent tarif est applicable dans le ressort des cours d'appel d'Alger et de Colmar.

Il n'est pas applicable aux actes reçus avant le jour où il est mis en vigueur.

Art. 25. — Est expressément constatée la nullité des actes dits décrets du 21 février 1944 et décret du 4 juillet 1944, relatifs au tarif des notaires ; toutefois, la constatation de cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de l'application de ces actes antérieure à la mise en vigueur du présent décret.

Art. 26. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret et du tableau annexé, et notamment celles du décret du 5 novembre 1851, de la loi du 20 juin 1896, des décrets du 25 août 1898, du décret du 29 décembre 1919, du décret du 2 mai 1926, des décrets du 29 janvier 1927, de l'alinéa 3 de l'article 32 du décret du 26 octobre 1934, du décret du 4 juin 1936, du décret du 28 août 1937, du décret du 25 janvier 1939 et du décret du 14 février 1945.

Art. 27. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

PIERRE-HENRI TEITGEN.

#### TABLEAU DU TARIF

Honoraires fixes :

Brevet : 50 F ;

Minute : 100 F.

Minimum des honoraires proportionnels :

Brevet : 50 F ;

Minute : 100 F,

sauf tarification spéciale ci-après.

NOTA. — Dans tous les cas où le tarif prévoit un honoraire proportionnel, le notaire a droit, lorsque le capital énoncé à l'acte ne dépasse pas 150.000 F, à majorer de 50 p. 100 l'honoraire correspondant à la partie du capital égale ou infé-

rieure à 100.000 F. Toutefois, il ne perçoit dans ce cas aucun honoraire sur la partie du capital comprise entre 100.000 F et 150.000 F.

- 1 Abandon de biens par un héritier bénéficiaire (art. 802 c. c.). — Moitié des honoraires perçus en matière de vente.
- 2 Abandon des biens d'une substitution (art. 1053 c. c.). — A titre onéreux : honoraires comme en matières de vente ; à titre gratuit : moitié des honoraires perçus en matière de donation.
- 3 Abandon d'immeubles grevés de servitude (art. 699 c. c.). — Unilatéral : droit fixe ; conventionnel : honoraires comme en matière de vente.
- 4 Abandon de la quotité disponible (art. 917 c. c.) (par acte séparé). — Unilatéral : droit fixe ; accepté : honoraires comme en matière de délivrance de legs.
- 5 Acceptation d'abandon (par acte séparé) — Droit fixe.
- 6 Acceptation de cession, de communauté, de délégation, de legs, de nantissement, de succession et toutes les acceptations autres que celles nommément tarifées (par acte séparé). — Droit fixe.
- 7 Acceptation de lettre de change ou de valeur commerciale. — Moitié des honoraires en matière de billet simple, à ordre, au porteur.
- 8 Acceptation ou déclaration d'emploi (par acte séparé) :  
A. — Lorsque l'emploi ou le emploi a été fait au moyen d'un placement ayant donné lieu dans l'étude à un honoraire proportionnel : droit fixe.  
B. — Dans le cas contraire :  
1 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 0,50 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,25 p. 100 au-dessus.
- 9 Acquiescement pur et simple (par acte séparé). — Droit fixe.
- 10 Acte complémentaire, interprétatif, rectificatif. — Honoraires par rôles de minute.
- 11 Acte imparfait. — Moitié des honoraires de l'acte parfait.
- 12 Acte respectueux. — Voir « Notification de projet de mariage ».
- 13 Adhésion pure et simple (par acte séparé). — Droit fixe.
- 14 Adoption (art. 358 c. c.). — Droit fixe.
- 15 Adoption testamentaire antérieure à la loi du 19 juin 1923 (au décès de l'adoptant). — Honoraires comme en matière d'ouverture de testament en ligne directe.
- 16 Affectations hypothécaires :  
Par acte séparé : moitié de l'honoraire de l'acte principal sans pouvoir dépasser : pour les baux 0,75 p. 100 et pour les autres actes 1,50 p. 100.  
Par un tiers dans l'acte principal : moitié des honoraires ci-dessus.
- 17 Affiches et insertions :  
Affiches manuscrites : 10 F par affiche, avec maximum de 100 F.  
Affiches imprimées : 50 F pour droit de rédaction.  
Insertion dans les journaux : 50 F pour droit de rédaction.
- 18 Affrètement. — Honoraires comme en matière d'acceptation d'emploi B.
- 19 Ampliation (art. 844 p. c.). — Droit fixe, non compris les rôles de copie.

- 20 Antériorité (consentement à). — Sur la somme profitant d'une façon effective de l'antériorité : honoraires comme en matière d'acceptation d'emploi B.
- 21 Antichrèse (par acte séparé). — Honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.
- 22 Apprentissage (contrat d'). — Voir art. 2 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail, modifié par la loi provisoirement applicable du 28 octobre 1942.
- 23 Arbitres ou experts (nominations d'). — Honoraires par rôles de minutes.
- 24 Assurances (contrat d'). — Sur le montant de la valeur assurée : 0,40 p. 100 de 1 à 500 000 F ; 0,20 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,10 p. 100 au-dessus.
- 25 Attestations notariées destinées à constater les transmissions par décès d'immeubles ou de droits réels immobiliers à un légataire ou à un seul héritier. — Honoraires par rôles de minutes, avec, au maximum, honoraires de cinq rôles.
- 26 Autorisations (en général). — Droit fixe.
- 27 Aval. — Honoraires comme en matière d'acceptation de lettre de change.
- 28 Bail :  
I. — Bail de gré à gré :  
A ferme, à loyer, à nourriture, à pâturage :  
Sur le prix total des années du bail augmenté des charges :  
1 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 0,75 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.  
*Observation.* — En cas de négociation (voir n° 123) pour le bail à ferme, honoraires doubles.  
A cheptel :  
Sur la somme servant de base à la perception des droits d'enregistrement : double des honoraires en matière de bail à ferme.  
A colonage :  
Sur la somme servant de base à la perception des droits d'enregistrement : honoraires comme en matière de bail à ferme.  
A domaine congéable :  
1° Avec superficies ; sur les superficies : honoraires comme en matière de vente de gré à gré ;  
Sur les rentes et charges : honoraires comme en matière de bail à ferme ;  
2° Sans superficies : honoraires comme en matière de bail à ferme, augmenté de moitié.  
A vie :  
sur le capital formé de dix fois la redevance annuelle : double des honoraires en matière de bail à ferme.  
A durée illimitée, emphytéotique :  
sur le capital formé de vingt fois la redevance annuelle : double des honoraires en matière de bail à ferme.  
De carrière (voir Mines et carrières, bail, cession, exploitations ou vente).  
II. — Bail par adjudication (cahier des charges compris) : honoraires doubles de ceux ci-dessus fixés.  
III. — Louage d'ouvrage et d'industrie : honoraires comme en matière de bail à ferme.
- 29 Bien de famille (constitution de). — Voir décret du 26 mars 1910 (art. 16, § 1<sup>er</sup>), modifié par le décret du 31 mars 1933.

30 Billet simple, à ordre, au porteur. — 1 p. 100 de 1 à 500 000 F; 0,50 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F; 0,25 p. 100 au-dessus.

31 Bordereau d'inscription (rédaction de). — 0,40 p. 100 de 1 à 500 000 F; 0,25 p. 100 de 500.001 à 1 500 000 F; 0,15 p. 100 au-dessus;

*Observation.* — Lorsqu'il est dressé en exécution immédiate d'un acte reçu par le notaire : honoraires par rôles de minute.

32 Bordereau de renouvellement d'inscription. — Honoraires comme en matière de bordereau d'inscription.

Si l'hypothèque doit être inscrite dans plusieurs arrondissements : honoraires par rôle de minute sur chaque bordereau supplémentaire.

33 Bornage (Procès-verbal de). — Honoraires par rôles de minute.

34 Cahier des charges :

A. — Pour ventes immobilières : honoraires par rôles de minute. L'honoraire n'est dû dans le cas de vente volontaire que si la tentative d'adjudication reste sans effet.

B. — Pour vente mobilière : honoraires par rôles de minute. L'honoraire n'est dû que dans le cas où il n'y a pas d'adjudication.

35 Carence (Procès-verbal de). — Honoraires par vacations.

36 Cautionnement. — Honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.

37 Certificat de caution (par acte séparé). — Droit fixe.

38 Certificats de propriété (relatif au transfert des titres nominatifs) :

A. — Dans les cas prévus par les articles 12, 13 et 14 du décret du 25 octobre 1934 : 0,75 p. 100. Toutefois, il n'est dû qu'un droit de 0,30 p. 100 lorsque le notaire rédacteur a reçu, depuis moins de cinq ans, un ou plusieurs des actes visés audit certificat, si cet acte ou l'un de ces actes a donné lieu à un honoraire proportionnel, ou a établi la déclaration de la succession dont dépend le titre nominatif transféré.

B. — Dans les cas prévus par l'article 15 du décret du 25 octobre 1934 : moitié du droit fixe.

*Observations.* — I. — Les mêmes droits sont dus aux autres officiers publics habilités à dresser les certificats de propriétés visés ci-dessus.

II. — Voir observations I et II sous le n° 74.

39 Certificats de propriété (autres). — 0,40 p. 100. Toutefois, il n'est dû qu'un droit fixe lorsque le notaire rédacteur a reçu depuis moins de cinq ans l'acte constatant le transfert de propriété, lorsque cet acte a donné lieu à l'honoraire proportionnel.

40 Certificat de vie :

A. — Délivré dans la forme des actes notariés : 20 F.

B. — Tous autres certificats, suivant la somme à percevoir chaque trimestre : 20 F pour 10.000 F et au-dessus ; 10 F au-dessous de 10.000 F jusqu'à 5.000 F ; 5 F au-dessous de 5.000 F jusqu'à 1.000 F ; au-dessous de 1.000 F, néant.

41 Cession de bail. — Honoraires comme en matière de bail sur les années restant à courir.

42 Cession de biens par un débiteur à ses créanciers (art. 1265 et suiv. C. c.) :

I. — Avec mutation de propriété : honoraires comme en matière de vente de gré à gré sur la valeur des biens

abandonnés.

II. — Sans mutation de propriété : moitié des honoraires ci-dessus.

43 Codicille. — Honoraires comme en matière de testament.

44 Communauté ou société d'habitation ou de travail (Acte de) :

Sans apports : honoraires par rôles de minute.

Avec apports : honoraires comme en matière de société.

45 Compensation. — Honoraires comme en matière de quittance, sur la somme compensée.

46 Compromis. — Honoraires par rôles de minute.

47 Compte d'administration légale d'antichrèse, de bénéfice d'inventaire, de co-propriété, d'exécution testamentaire, de gestion, de mandat, de sequestre et autres ;

Sur le chapitre le plus élevé en recettes ou en dépenses : 2 p. 100 de 1 à 500 000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.

48 Compte de tutelle. — Mêmes honoraires que ci-dessus. S'il y a liquidation préalable dans le même acte, il est perçu, en outre, l'honoraire de liquidation sur la part revenant à l'oyant-compte sans toutefois que l'honoraire puisse être cumulé en ce qui touche les valeurs figurant à la fois dans la liquidation et dans le compte. Récépissé ou arrêté de compte, par acte séparé, sous réserve que l'acte ne contienne pas de convention ouvrant droit à honoraire proportionnel : droit fixe.

49 Congé de bail ou d'acquit. — Droit fixe.

50 Compulsoire. — Honoraires par vacations.

51 Consentement à adoption, à entrer dans les ordres, à mariage — Droit fixe.

52 Consentement à exécution de testament ou de donation entre époux. — Droit fixe. Si le consentement vaut délivrance de legs, il est perçu l'honoraire de délivrance.

53 Consignation à la Caisse des dépôts. — Autre que celle effectuée en vertu du décret provisoirement applicable du 16 juin 1941 : 50 F.

54 Constitution de pension alimentaire :

Sur le capital formé de 10 fois la prestation annuelle :

a) en vertu de l'article 205 C. c. : moitié des honoraires comme en matière de délivrance de legs avec décharge ;

b) dans les cas autres qu'en vertu de l'article 205 C. c. : honoraires comme en matière de délivrance des legs avec décharge.

55 Constitution de rente perpétuelle, de rente viagère :

A titre onéreux, sur le capital formé de vingt fois la rente perpétuelle et de dix fois la rente viagère : honoraires comme en matière de vente de gré à gré.

A titre gratuit : honoraires comme en matière de donation ou de testament.

56 Contrat de mariage :

A. — Sur les apports cumulés des époux (déduction faite des charges) : deux tiers des honoraires en matière de constitution de dot.

B. — Sur les dots, sans distinction de lignes : 2 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.

Donation éventuelle : droit fixe sans préjudice du droit proportionnel à percevoir au décès comme en matière de testament authentique.

Institution contractuelle : droit fixe sans préjudice du droit

proportionnel à percevoir au décès comme en matière de testament authentique.

Promesse d'égalité : droit fixe.

Société de ménage : droit fixe.

Minimum du contrat : 500 F.

Si le contrat de mariage n'est pas suivi de célébration : moitié des honoraires ci-dessus.

Résiliation du contrat de mariage : droit fixe.

57 Contre-lettre à contrat de mariage. — Honoraires comme en matière de contrat de mariage.

58 Contributions (Paiement de) après adjudication de meubles. — Une vacation.

59 Copie collationnée ou figurée. — Droit de 20 F en sus des droits de rôles de minute.

60 Crédit (Ouverture de). — Honoraires comme en matière d'obligation.

61 Dation en paiement. — Honoraires comme en matière de vente de gré à gré.

62 Décharge (par acte séparé) de cautionnement, d'exécution testamentaire, de mandat, d'objets mobiliers, de pièces de solidarité et autres. — Droit fixe.

63 Décharge de dépôt de somme ou valeurs. — Honoraires comme en matière de quittance A.

64 Décharge de legs. — Voir n° 76.

65 Déclaration pure et simple. — Honoraires par rôles de minute.

66 Déclaration de command :

I. — Si elle ne contient aucune disposition nouvelle et se fait à la suite d'un acte reçu par le même notaire : droit fixe.

II. — Dans le cas contraire : 100 F jusqu'à 500.000 F ; 150 F de 500.001 à 1.500.000 F ; 200 F. au-dessus.

67 Déclaration d'emploi (par acte séparé). — Honoraires comme en matière d'acceptation d'emploi.

68 Déclaration d'apport ou de fortune. — Honoraires par rôles de minute.

69 Déclaration de grossesse ou de paternité. — Droit fixe.

70 Déclaration d'hypothèque. — Droit fixe.

71 Déclaration de mobilier pour éviter une confusion. — Honoraires par rôles de minute.

72 Déclaration de privilège de second ordre. — Honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.

73 Déclaration préalable aux ventes de meubles. — Une vacation.

74 Déclaration de succession :

A. — S'il y a liquidation faite ou en cours dans la même étude : 0,30 pour 100.

B. — En cas contraire : 0,75 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 0,50 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,30 p. 100 au-dessus, sur l'ensemble des biens énoncés dans la déclaration, d'après leur valeur résultant de celle-ci ou des soumissions ou expertises ultérieures. Si la liquidation intervient dans la même étude dans un délai de cinq ans, à compter de la déclaration, l'honoraire perçu est réduit à celui qui est fixé ci-dessus pour le cas de liquidation faite ou en cours, et l'excédent est imputé à due concurrence sur l'honoraire de la liquidation. Minimum 200 F.

Observations. — I. — La part d'honoraires incombant à chaque bénéficiaire de la succession en vertu des tarifs ci-dessus :

a) Est réduite de moitié en faveur de celui qui a ou qui a

eu simultanément au moins trois enfants à charge (au sens de l'article 12 du décret du 29 juillet 1939) ;

b) Est doublée à la charge de tous les autres bénéficiaires de la succession, personnes morales ou personnes majeures, soit de vingt-cinq ans si à cet âge elles n'ont pas encore au moins un enfant, soit de trente ans si à cet âge elles n'ont pas au moins trois enfants au moment de l'ouverture de la succession.

II. — L'honoraire de déclaration de succession, tel qu'il résulte de la combinaison des tarifs ci-dessus et de l'observation précédente :

a) Peut être multiplié par un coefficient variant, au gré du notaire, de 1 à 10 au plus lorsque l'héritier ou le légataire n'a été identifié ou découvert par le notaire qu'à la suite d'enquêtes ou de recherches suivies ; toutefois, l'héritier ou le légataire, lorsque le notaire use de cette faculté, peut exiger la taxe du juge, qui fixe l'honoraire dû, dans la limite du maximum ci-dessus, eu égard à l'importance du service rendu et aux difficultés des recherches ;

b) Est réduit à la somme fixe de 200 F pour l'héritier ou le légataire qui a consenti à un tiers non notaire, en rémunération des enquêtes ou recherches visées ci-dessus, l'abandon d'une partie quelconque de son émolument héréditaire, ou promis une rémunération à payer après la révélation de la succession.

75 Délégation de créance :

A. — Parfaites (par acte séparé) : honoraire comme en matière d'obligation.

B. — Imparfaite : droit fixe.

C. — Lorsque la délégation parfaite intervient dans un acte dont elle n'est pas l'objet principal : moitié des honoraires perçus en matière d'obligation.

76 Délivrance de legs :

I. — Sur l'acte de délivrance, avec décharge : 1,50 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus de 1.500.000 F.

II. — Sur l'acte de délivrance, sans décharge ni quittance ou sur la décharge ou quittance ultérieure ; moitié des honoraires ci-dessus.

77 Délivrance de seconde grosse (procès-verbal de). — Droit fixe, non compris les rôles de copies.

78 Dépôts d'actes sous seings privé autres que les testaments olographes :

A. — Si le dépôt est fait par toutes les parties avec reconnaissance de leurs écritures : l'honoraire est celui auquel aurait donné lieu l'acte authentique contenant la même convention.

B. — Si le dépôt n'est pas fait par toutes les parties ou si les parties ne requièrent pas la reconnaissance de leurs écritures :

1° Dépôt d'actes qui ne comportent pas de transcription : moitié de l'honoraire prévu par le paragraphe A ;

2° Dépôt d'actes soumis à transcription : le quart de l'honoraire prévu par le paragraphe A.

Observation. — Dans le cas de dépôt d'un acte de partage, l'honoraire ne sera calculé que sur la valeur vénale des immeubles ou des droits réels immobiliers compris dans le partage, telle qu'elle sera déclarée par les parties.

Le notaire est tenu de faire opérer la transcription des actes déposés en son étude, sans pouvoir exiger d'autres émoluments que ceux prévus ci-dessus.

79. Dépôt d'extrait de contrat de mariage (art. 67, 68 C. de comm.). — 50 F, non compris le coût de l'extrait.
80. Dépôt ou insertion en matière de société (art. 55, 56, 59 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935):
- I. — Dépôt: 50 F par localité, non compris le coût de l'expédition.
- II. — Insertion: honoraires par rôles d'expédition.
81. Dépôt de pièces authentiques et autres (Actes de —). — Honoraires par rôles de minute.
82. Dépôt au greffe de procès-verbal de difficultés ou autres actes. — Honoraires par vacations.
83. Dépôt de sommes et valeurs ou objets à un particulier. — Honoraires par rôles de minute.
84. Désaveu de paternité. — Droit fixe.
85. Désistement d'appel, d'instance, d'hypothèque ou de privilège, de plainte, de réméré, etc. — Droit fixe.
86. Devis et marché. — Honoraires comme en matière de vente, ou de louage, selon le cas.
87. Dispense de notification de contrat, de signification de transport, de congé, etc. — Droit fixe.
88. Dispense de rapport par le donateur (faite par acte séparé). — Droit fixe.
89. Dissolution de société ou de communauté d'habitation ou de travail — Honoraires comme en matière de dissolution de société.
90. Distribution de deniers par contribution. Sur l'actif brut: honoraires comme en matière de partage A.
91. Donation entre vifs:
- I. — Acceptée: sans distinction de lignes: sur la valeur des biens donnés, honoraires comme en matière de ventes de gré à gré.
- II. — Non acceptée: les trois quarts de l'honoraire de la donation acceptée.
- III. — Acceptation de donation: le quart de l'honoraire de la donation acceptée.
92. Donation entre époux pendant le mariage:
- Honoraires de rédaction: en l'étude: 150 F; hors l'étude: 300 F; la nuit: 500 F.
- Honoraires dus au décès: comme en matière de testament authentique.
93. Echange. — Honoraires comme en matière de vente sur la valeur la plus forte des deux lots échangés.
94. Endossement. — Honoraires comme en matière de billet simple, à ordre, au porteur.
95. Engagement des gens de mer. — Honoraires comme en matière de louage d'ouvrage.
96. Engagement théâtral. — Mêmes honoraires que ci-dessus.
97. Etablissement d'origine de propriété (par acte séparé). — Honoraires par rôle de minute.
98. Etat de dettes, de meubles, etc. — Honoraires par rôles de minute.
99. Etat des lieux (procès-verbal). — Honoraires par rôles de minute.
100. Experts (Nomination d'). — Voir « Arbitres ou experts ».
101. Formalités:
- A. — Pour les réquisitions de transcription d'actes translatifs de propriété, les réquisitions d'état d'inscription, de saisie et de transcription, les certificats de non transcription et de non-résolution ou rescision (en ce non compris les frais d'affranchissement au tarif postal):

- 1° Pour les réquisitions de transcription sur les actes représentant un capital inférieur à : 500.000 F: 50 F;  
1.500.000 F: 100 F; égal ou supérieur à 1.500.000 F: 150 F;
- 2° Pour toutes réquisitions y compris les réquisitions d'états d'inscription ou de radiation: 10 F.
- B. — Pour toute immatriculation ou mention au greffe du tribunal de commerce, formalités pour marques de fabrique, brevets d'invention, etc: honoraires par vacation.
102. Gage et nantissement. — Honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.
103. Honoraire fixe et minimum. — Voir en tête du tableau.
104. Hypothèque fluviale, maritime et sur aéronef. — Honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.
105. Indivision (Convention d'). — Honoraires par rôles de minute.
106. Insertion. — Voir « affiches ».
107. Inventaire. — Honoraires par vacations.
108. Légalisation par le juge de paix ou le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance. — 10 F par pièce légalisée.
109. Légalisation dans un ministère, une ambassade ou un consulat. — 20 F par pièce légalisée.
110. Lettre de change. — Honoraires comme en matière de billet simple, à ordre, au porteur.
111. Licitations:
- A. — De gré à gré. — Si l'indivision cesse, honoraires comme en matière de partage C, sur l'ensemble des biens licités. Dans le cas contraire: honoraires comme en matière de vente sur la part acquise.
- B. — Par adjudication volontaire. — Honoraires comme en matière de vente par adjudication volontaire. — L'honoraire est perçu sur le prix total de chaque lot des immeubles.
- C. — Judiciaire. — Voir « Ventes par adjudication judiciaire ».
112. Liquidation de reprises:
- Sur les sommes payées ou garanties, augmentées de la moitié du surplus de la créance de la femme: honoraires comme en matière de partage A.
- Sur les reprises en nature: 0,40 p. 100.
113. Lotissement:
- Avec tirage au sort: honoraires comme en matière de partage A.
- Sans tirage au sort: moitié des honoraires ci-dessus.
114. Mainlevée de saisie. — Droit fixe.
115. Mainlevée d'inscription hypothécaire, de privilège, de nantissement:
- A. — Définitive ou partielle réduisant la créance: moitié des honoraires en matière de quittance pure et simple.
- B. — Réduisant le gage: quart des honoraires en matière de quittance pure et simple. Lorsqu'il y a eu une ou plusieurs mainlevées partielles réduisant la créance, l'honoraire pour mainlevée définitive est perçu seulement sur la somme qui restait garantie.
116. Mention marginale. — 10 F.
117. Mines et carrières (bail, cession, exploitation ou vente). — Honoraires comme en matière de vente d'immeubles de gré à gré.
118. Mitoyenneté:



- Abandon : droit fixe.
- Cession : honoraires comme en matière de vente d'immeuble de gré à gré.
- Convention : honoraires par rôles de minute.
- 119 Mutations cadastrales. — Voir loi du 20 mai 1915 et code des impôts directs (art. 223 § 2) et décret du 11 juin 1915.
- 120 Nomination de conseil à une mère tutrice ou de tuteur (art. 391, 397 C.c.), d'exécuteur testamentaire, de sequestre, gardien ou dépositaire, etc. — Droit fixe
- 121 Notification de projet de mariage. — Réquisition : 50 F ; notification, non compris les rôles de copie : 100 F.
- 122 Notoriété (Acte de). — Droit fixe.
- 123 Obligation avec ou sans garantie. — 2 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus. En cas de négociation, honoraires doublés.
- Observations.* — Il y a négociation lorsque le notaire a reçu mandat exprès ou tacite par l'une des parties de rechercher un cocontractant et que l'acte est passé entre les parties mises en relation par le notaire en exécution de ce mandat.
- 124 Ordre amiable (avec ou sans quittance). — Mêmes honoraires qu'en matière de distribution de deniers par contribution.
- 125 Ouverture de coffre-fort (Procès-verbal d') — Honoraires par vacations. La première vacation est due en entier quelle qu'en soit la durée, les autres vacations ne sont dues qu'en proportion du temps réellement employé, par fraction indivisible d'une heure.
- 126 Partage volontaire ou judiciaire :
- A. — Avec ou sans liquidation de communauté, de succession ou de société : 3 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1,50 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,75 p. 100 au-dessus ; sur l'actif brut, déduction faite seulement des rapports dûs par les héritiers en vertu d'actes authentiques et des legs particuliers.
- L'honoraire n'est perçu qu'une seule fois sur les valeurs qui figurent dans plusieurs opérations successives comprises dans un même acte de liquidation.
- En outre, sur les reprises en nature : 0,40 p. 100.
- B. — Liquidation sans partage : moitié des honoraires ci-dessus.
- En outre, sur les reprises en nature : 0,40 p. 100.
- C. — Partage de biens indivis dans les cas autres que ceux prévus au paragraphe A ci-dessus : 2 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 127 Partage anticipé ou d'ascendants (art. 1075 C.c.). — Honoraires comme en matière de partage A.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 128 Partage testamentaire :
- A. — Droit exigible au moment de la rédaction de l'acte : moitié de l'honoraire en matière de partage A sur la valeur des biens au jour de l'acte.
- B. — Au décès : moitié de l'honoraire en matière de partage A sur la valeur des biens au jour du décès.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 129 Prêt agricole ou viticole. — Moitié des honoraires perçus en matière d'obligation (art. 196 du code annexé au décret du 29 avril 1940 relatif au crédit mutuel et à la coopération agricole).
- 130 Prêt maritime. — Moitié des honoraires perçus en matière d'obligation (art. 5 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1928).
- 131 Prisée mobilière. — Tarif des commissaires priseurs.
- Observation.* — Les notaires doivent se conformer à cet égard à toutes les dispositions applicables aux commissaires priseurs.
- 132 Procès-verbal de dires et protestations, de difficultés. — Honoraires par rôles de minute.
- 133 Procuration. — Droit fixe.
- 134 Promesse de vente. — 0,75 p. 100 avec imputation sur l'honoraire de vente si celle-ci se réalise dans la même étude.
- 135 Prorogation de bail. — Honoraires comme en matière de bail, sur la durée de la prorogation.
- 136 Prorogation de délai. — Honoraires comme en matière de quittance pure et simple.
- 137 Protêt. — Tarifs des huissiers.
- 138 Purge légale. — Honoraires par vacations.
- 139 Quittance :
- A. — Pure et simple ou dans les cas prévus par les articles 1250 (§ 2) et 1251 c. c. : 1,50 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.
- B. — D'ordre judiciaire : 2 p. 100 de 1 à 500.000 F ; 1 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F ; 0,50 p. 100 au-dessus.
- C. — Subrogative (article 1250 (§ 1) c. c.) : Honoraires comme en matière d'obligation.
- D. — De congément : Honoraires comme en matière de vente.
- 140 Rachat par réméré — Honoraires comme en matière de quittance pure et simple.
- 141 Rapport pour minute. — Droit fixe.
- 142 Ratification. — Droit fixe.
- 143 Réalisation de crédit. — Droit fixe.
- 144 Recherche (droit de) — Si l'année est indiquée : 10 F ; au cas contraire : 25 F. Si la recherche a pour objet la délivrance d'une expédition ou la réception d'un acte, l'honoraire n'est pas dû.
- 145 Récolement. — Honoraires par vacations.
- 146 Reconnaissance de dot, de reprises, de droits paraphernaux. — Honoraires comme en matière d'apports en mariage.
- 147 Reconnaissance d'enfant naturel. — Droit fixe.
- 148 Reconnaissance d'hypothèque ou de privilège. — Droit fixe.
- 149 Reconnaissance de dette. — Honoraires comme en matière d'obligation.
- 150 Réduction d'hypothèque. — Voir « Mainlevée ».
- 151 Référé. — Honoraires par vacations.
- 152 Règlement d'indemnité en cas d'expropriation pour cause de déclaration d'utilité publique :
- A. — Avant l'expropriation prononcée : Honoraires comme en matière de vente.
- B. — Après l'expropriation prononcée : Honoraires comme en matière de quittance pure et simple.
- 153 Réméré (Vente à). — Honoraires comme en matière de vente.
- 154 Remise de dette. — Honoraires comme en matière de quittance pure et simple.
- 155 Renonciation (par acte séparé). — Droit fixe.
- 156 Renonciation à hypothèque légale :



- A. — A la suite d'un acte authentique ou de dépôt avec reconnaissance d'écriture d'un acte de vente sous signature privée : Droit fixe.
- B. — Dans les autres cas : Moitié de l'honoraire qui aurait été perçu sur l'acte de vente
- 157 Représentation de présumé absent, du non présent, d'aliéné non interdit, etc. — Honoraires par vacations.
- 158 Reprise de la vie commune (Article 311 c. c.). Droit fixe.
- 159 Résiliation.
- A. — De vente : dans les vingt-quatre heures : droit fixe ; après ce délai : moitié de l'honoraire de l'acte résilié.
- B. — De bail : moitié de l'honoraire de bail sur les années restant à courir.
- 160 Rétablissement de communauté (Actes de) (art. 1451 C. c.). — Un cinquième des honoraires qui seraient perçus sur le contrat de mariage.
- 161 Retrait de droits litigieux, d'indivision, successoral. — Honoraires comme en matière de quittance pure et simple.
- 162 Révocation de conseil à la mère tutrice, de donation entre époux, de mandat ou de substitution, de testament. — Droit fixe.
- 163 Rôle de minute d'expédition, grosse et extrait et sur papier spécial en vue de la transcription :
- A. — De minute : 30 F par rôle de 35 lignes à la page et de 20 syllabes à la ligne. Le rôle de minute commencé est dû en entier s'il est seul ; par fraction non inférieure à la moitié s'il y a plusieurs rôles.
- B. — Expédition, grosse ou extrait : 20 F par rôle de copie de 42 lignes à la page et de 18 syllabes à la ligne ; 10 F par rôle de copie pour les expéditions dont le coût est à la charge de l'Etat, des établissements de bienfaisance et d'assistance, et les bénéficiaires de la loi sur les habitations à bon marché ; 5 F par rôle de copie pour les expéditions dont le coût est à la charge de l'enregistrement. Quelle que soit la longueur de l'expédition, le notaire ne peut percevoir que l'émolument de deux rôles pour les actes relatifs à des biens ou droits dont la valeur n'excède pas 5.000 F.
- Les droits de rôle sont dus même sur la première expédition des actes rémunérés par un honoraire proportionnel. Toute fraction de rôle de copie commencée est comptée pour un rôle entier si elle dépasse un demi-rôle ; sinon, elle n'est comptée que pour un demi-rôle.
- C. — Copie pour transcription : pour chaque rôle de copie contenant le nombre de syllabes et de lignes précisé par le décret du 26 novembre 1921, modifié par le décret provisoirement applicable du 28 mai 1943, le quart de l'émolument fixé ci-dessus paragraphe B.
- 164 Société (Acte de) :
- A. — Sur le capital social : 1 p. 100 de 1 F à 500.000 F ; 0,50 p. 100 de 500 001 à 1.500.000 F ; 0,25 p. 100 au dessus.
- B. — Déclaration de souscription du capital social :
- 1° Si l'acte de société a été reçu dans l'étude : droit fixe ;
- 2° Si l'acte de société est sous seing privé, ou reçu dans une autre étude : honoraires qui auraient été perçus sur l'acte de société.
- C. — Augmentation de capital : mêmes honoraires que ci-dessus paragraphe A, sur l'augmentation, et sur la prime s'il en est.

- D. — Prorogation de société : moitié des honoraires en matière de société.
- En outre, sur les nouveaux apports, s'il y en a, honoraires comme pour acte de société.
- E. — Transformation de société : moitié des honoraires en matière de société.
- F. — Fusion de société : honoraires comme en matière de constitution de société s'il y a création de société nouvelle, ou comme en matière d'apports s'il y a absorption d'une société par une autre.
- G. — Dissolution de société : droit fixe, sauf le cas où il y a lieu à honoraire proportionnel à raison des conventions que renferme l'acte.
- 165 Sous-bail. — Honoraires comme en matière de bail.
- 166 Substitution de pouvoir. — Droit fixe.
- 167 Testament authentique ou public :
- A. — Droit fixe pour la rédaction de l'acte : en l'étude : 150 F ; hors l'étude : 300 F ; la nuit : 500 F.
- B. — Droit dû au décès du testateur sur la valeur calculée au jour du décès de l'actif net recueilli par chaque bénéficiaire ; si ce dernier a droit à une réserve il n'est rien dû sur ce qu'il recueille à ce titre :
- En ligne directe et entre époux : honoraires comme en matière de constitution de dot par contrat de mariage.
- En ligne collatérale et entre étrangers : honoraires ci-dessus augmentés d'un tiers.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 168 Testament mystique :
- A. — Acte de suscription : en l'étude : 150 F ; hors l'étude : 300 F ; la nuit : 500 F.
- B. — Présentation au président du tribunal et retrait : une vacation.
- C. — Au décès : honoraires comme en matière de testament authentique.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 169 Testament olographe :
- A. — Présentation au président du tribunal et retrait (article 1007 C/c.) : une vacation.
- B. — Acte de dépôt s'il y a lieu : droit fixe.
- C. — Au décès : moitié des honoraires perçus en matière de testament authentique.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 170 Tirage au sort des lots. — Moitié des honoraires perçus en matière de partage A, mais seulement dans le cas où cette opération a été la seule pour laquelle le notaire a été commis.
- Observation.* — Voir observations I et II sous le n° 74.
- 171 Titre nouvel. — Moitié des honoraires qui seraient perçus sur l'acte principal.
- 172 Transaction. — Double de l'honoraire dû pour la convention à laquelle elle aboutit.
- 173 Translation d'hypothèque :
- A. — Portant sur la totalité du gage : honoraires comme en matière d'affectation hypothécaire.
- B. — Partielles : mêmes honoraires perçus sur une somme qui sera fixée eu égard au montant de la créance, en tenant compte du rapport existant entre la valeur des biens dégrevés et celle de la totalité du gage.
- 174 Transport de créance. — Honoraires comme en matière d'obligation.

- 175 Transport de droits litigieux et successifs. — Honoraires comme en matière de vente.
- 176 Usufruit (cession ou don). — Honoraires comme en matière de vente ou de donation, suivant le cas.
- 177 Vacation. — 150 F par vacation de trois heures. La première vacation est due en entier, quelle qu'en soit la durée, les autres vacations ne sont dues qu'en proportion du temps réellement employé par fraction indivisible d'une heure. Les actes rétribués par vacations constatent l'heure où commencent et celles où prennent fin les opérations, ainsi que les interruptions. Dans le cas où il est dû des frais de voyage le temps employé au voyage ne compte pas dans le calcul des vacations.
- 178 Vente par adjudication judiciaire ou volontaire de fruits et récoltes pendants par racines, de coupes de bois taillis, de futaies aménagées et non aménagées et de tourbages. — Honoraires comme au n° 182.
- Observation.* — Les mêmes honoraires sont dus à tous autres officiers publics ou ministériels chargés des ventes spécifiées ci-contre.
- 179 Vente par adjudication judiciaire ou volontaire de meubles et objets mobiliers, d'arbres au détail et de bateaux. — Tarif des commissaires priseurs.
- Observations.* — Voir l'observation sous le n° 131.
- 180 Vente par adjudication judiciaire ou volontaire de mines et carrières (cahier des charges compris). — Honoraires comme en matière de vente par adjudication d'immeubles (suivant le cas n° 181 ou 182).
- 181 Vente par adjudication judiciaire d'immeubles — Tarif des avoués : honoraire égal aux trois quarts du droit proportionnel alloué pour le même capital à l'avoué poursuivant une vente judiciaire autre que celle sur saisie immobilière non suivie de conversion sur surenchère ou sur folle enchère par le tarif spécial des avoués. Toutefois, lorsque le prix de l'adjudication ne dépasse pas 10.000 F, l'honoraire ainsi calculée subit une réduction d'un quart. L'honoraire sera perçu sur le prix de chaque lot séparément, lorsque les lots seront composés d'immeubles distincts.
- 182 Vente par adjudication volontaire d'immeubles (cahier des charges et établissement des minutes de procès-verbaux d'adjudication compris). — Double des honoraires en matière de vente de gré à gré. L'honoraire sera perçu séparément sur le prix de chaque lot. Le même honoraire est applicable si la vente est réalisée de gré à gré dans les six mois de la tentative d'adjudication.
- 183 Vente par adjudication volontaire ou judiciaire de créances, droits incorporels, fonds de commerce, navires, valeurs industrielles et commerciales, travaux au rabais, etc. (cahier des charges compris). — Mêmes honoraires que ci-dessus. En ce qui concerne les adjudications de fonds de commerce, les marchandises sont comptées pour le calcul de cet honoraire à la moitié de leur valeur.
- 184 Vente de gré à gré d'immeubles, de bois, taillis, futaies, fruits et récoltes, meubles et objets mobiliers en général, fonds de commerce, navires et bateaux, offices ministériels, valeurs industrielles et commerciales et autres droits incorporels, etc. — 3 p. 100 de 1 à 500.000

F; 1,50 p. 100 de 500.001 à 1.500.000 F; 0,75 p. 100 au-dessus. En ce qui concerne les ventes de fonds de commerce, les marchandises sont comptées pour le calcul de cet honoraire à la moitié de leur valeur.

- 185 Vente après négociation (voir l'observation sous le n° 123). — Double des honoraires ci-dessus.

- 186 Voyage. — Lorsque le notaire est obligé de se transporter à plus de 2 kilomètres de la commune où est fixée sa résidence, il perçoit pour frais de voyage :

1° Si le déplacement pouvait avoir lieu par chemin de fer ou par un autre service de transport en commun, le prix du billet en première classe, aller et retour, pour la distance parcourue ;

2° A défaut de moyen de transport en commun, quatre fois le prix d'un billet de chemin de fer en première classe d'après le nombre de kilomètres parcourus, tant à l'aller qu'au retour

En outre, si le déplacement exige plus d'une journée, il est alloué, par journée, une indemnité de 200 F; la même indemnité est due pour tout voyage requis la nuit quelle qu'en soit la durée.

Il n'est alloué qu'un seul droit de transport pour la totalité des actes reçus par le notaire dans un même déplacement.

- 187 Warrant agricole. — Honoraires comme en matière de billet simple, à ordre ou au porteur.

## NATURALISATION

Par décret du 23 juin 1949, la qualité de citoyen français a été concédée à M. André Leontieff, sujet bulgare, demeurant à Papeete (Tahiti).

## INSTRUCTION AUX INTERMEDIAIRES

(Avis n° 108 de l'Office des Changes relatif à la détermination des cours de change pour les monnaies qui ne sont pas négociées sur le marché libre).

Le présent avis a pour objet de faire connaître les règles selon lesquelles sont déterminés les cours des devises qui ne sont pas négociées sur le marché libre.

Toutes dispositions contraires ayant fait l'objet d'avis antérieurs sont abrogées.

I. — Détermination des cours de change applicables aux devises traitées exclusivement par l'Office des Changes, la lire italienne exceptée.

1° Les cours sur la base desquels l'Office des Changes négociera les devises qui ne sont pas traitées sur le marché libre des changes, exception faite de la lire italienne, seront déterminés chaque mois en fonction :

a) de la parité officielle de la monnaie considérée par rapport au dollar des Etats-Unis.

b) de la moyenne des cours du dollar des Etats-Unis cotés sur le marché libre pendant une période de référence comprenant les 7 bourses précédant les deux derniers jours ouvrables du mois écoulé. Cette moyenne est dénommée ci-après « cours de référence ».

A titre exceptionnel, le cours de référence utilisé

à compter du 21 septembre 1949 pour le calcul du taux des devises dont la négociation sera reprise par l'Office des Changes sera la moyenne des cours du dollar des Etats-Unis cotés sur le marché libre le 20 septembre.

2<sup>o</sup>/ Si, à la fin d'un mois, le calcul effectué conformément au paragraphe 1<sup>o</sup>/ b ci-dessus fait ressortir une variation n'excédant pas 2 p. 100 par rapport au cours de référence en vigueur, ce dernier sera maintenu et, en conséquence, aucune modification ne sera apportée aux cours pratiqués par l'Office des Changes pour l'ensemble des monnaies visées au paragraphe 1<sup>o</sup>/.

3<sup>o</sup>/ a) Si, un jour quelconque, la parité officielle par rapport au dollar des Etats-Unis d'une monnaie visée au paragraphe 1<sup>o</sup>/ est modifiée, le cours sur la base duquel cette monnaie est négociée par l'Office des Changes sera aussitôt modifié ;

b) Si, un jour quelconque, la moyenne des cours du dollar des Etats-Unis sur le marché libre fait apparaître un écart d'au moins 5 p. 100 par rapport au cours de référence en vigueur, les cours pratiqués par l'Office des Changes, pour l'ensemble des monnaies visées au paragraphe 1<sup>o</sup>/, seront révisés dès le lendemain en substituant cette moyenne au cours de référence en vigueur.

4<sup>o</sup>/ Les cours seront notifiés par l'Office des Changes.

5<sup>o</sup>/ Toutes les opérations de change se règlent sur la base des cours pratiqués par l'Office des Changes le jour où les devises sont effectivement achetées ou vendues.

Toutefois :

a) Les devises délivrées par l'Office des Changes et non utilisées doivent être rétrocédées par leurs détenteurs sur la base des cours de change pratiqués le jour de leur délivrance ;

b) Conformément aux dispositions de l'Instruction aux Intermédiaires n° 291, les contrats d'achat ou de cession de devises à terme sont, il va de soi, exécutés sur la base des cours auxquels ils ont été souscrits.

6<sup>o</sup>/ Sous réserve des modifications apportées ci-dessus au mode de détermination des cours pratiqués par l'Office des Changes, les dispositions des Instructions relatives aux relations financières avec les pays dont la devise est visée au paragraphe 1<sup>o</sup>/ demeurent inchangées.

II.— *Relations financières avec les pays dont la devise n'est pas visée au Titre I.*

A.— **ITALIE** — Aucune modification n'est apportée aux dispositions de l'Instruction aux Intermédiaires n° 251 établissant un régime particulier pour la fixation et la révision périodique des taux de change entre le franc et la lire.

B.— **ZONES OCCIDENTALES D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE** — Par modification des dispositions de l'Instruction aux Intermédiaires n° 279 relative aux relations financières entre la zone franc d'une part, les trois zones occidentales d'occupation en Allemagne d'autre part, les transferts à destination ou en provenance de ces trois zones, qui doivent être réalisés en francs par l'intermédiaire de comptes spéciaux tenus pour ordre en dollars des Etats-Unis, donneront lieu à conversion sur la base du cours de référence du dollar des Etats-Unis tel que défini au Titre I ci-dessus. (1<sup>er</sup>-b)

C.— **ESPAGNE** — Un avis ultérieur de l'Office des Changes fera connaître les modifications apportées aux dispositions de l'Instruction aux Intermédiaires n° 285

relative aux relations financières entre la zone franc et la zone monétaire espagnole.

D.— **PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE EST LIEE PAR UN ACCORD EN FRANCS** (Argentine, Brésil, Finlande, Hongrie, Pologne, Autriche, Bulgarie, Grèce, Islande, Turquie, Uruguay).

Aucune modification n'est apportée aux avis de l'Office des Changes réglementant les relations financières entre la zone franc et les pays étrangers avec lesquels la France est liée par un accord en francs, sous réserve du réajustement des taux de conversion entre le franc français et les devises des pays considérés, qui seront indiqués ultérieurement.

E.— **JAPON** — L'Instruction aux Intermédiaires n° 206 prévoit que les contrats donnant lieu à des règlements d'importation et d'exportation entre la zone franc et le Japon doivent obligatoirement être facturés en dollars U.S.A. étant entendu que les règlements sont effectués en francs sur la base du cours moyen du dollar des Etats-Unis la veille du jour du règlement.

Par modification de ces dispositions, la conversion des dollars en francs français soit désormais, pour les paiements effectués dans l'un ou l'autre sens, être réalisée sur la base du cours de référence du dollar des Etats-Unis tel que défini au Titre I ci-dessus. (1<sup>er</sup>-b)

F.— **CHILI, BOLIVIE** — Par modification des dispositions des Instructions aux Intermédiaires n° 277 et 299 relatives aux relations financières entre la zone franc d'une part, le Chili et la Bolivie d'autre part, les transferts à destination ou en provenance de ces pays, avec lesquels les règlements s'effectuent par l'intermédiaire de comptes spéciaux en francs tenus pour ordre en dollars des Etats-Unis, doivent être réalisés sur la base du cours de référence du dollar des Etats-Unis tel que défini au Titre I ci-dessus. (1<sup>er</sup>/ b).

*Le Directeur Général :*

G. POSTEL-VINAY

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETÉ n° 1051 bis a.p.a., convoquant la commission permanente de l'assemblée représentative en session extraordinaire.

(Du 27 septembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 50,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La commission permanente de l'assemblée représentative se réunira extraordinairement le mardi 27 septembre 1949, éventuellement le mercredi 28 septembre 1949.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 septembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1053 p.t.t., accordant le bénéfice de la franchise postale aérienne aux correspondances adressées aux militaires et marins stationnés en Indochine et à Madagascar.

(Du 28 septembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 35 de l'arrêté du 8 octobre 1915, concernant les franchises postales ;

Vu la circulaire ministérielle n° 4033 Postal du 26 août 1949,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La franchise aérienne, jusqu'au poids de *vingt grammes*, est accordée aux envois de lettres, cartes postales et mandats adressés aux militaires et marins stationnés en Indochine ainsi qu'à Madagascar.

Art. 2. — Le secrétaire général et le chef du service des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉCISION n° 1054 do. fixant le nombre d'exemplaires de déclarations douanières à déposer dans les postes des Douanes autres que Papeete.

(Du 29 septembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le Service des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 29 qui prévoit que la forme des déclarations est déterminée par décision du Gouverneur ;

Vu la décision n° 562 do. du 23 mai 1949 fixant la forme des déclarations de Douane ;

Sur la proposition du chef du service des douanes,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les postes de Douane autres que Papeete, les déclarations douanières seront, à compter de la date de publication de la présente décision, déposées en trois exemplaires.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 septembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTE n° 1055 a.p.a., convoquant la commission permanente de l'assemblée représentative.

(Du 30 septembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 24, 30 et 51 du décret du 25 octobre 1946 portant

création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie se réunira en session, dans le lieu habituel de ses séances, à partir du mois d'octobre 1949, dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Les premier mercredi et jeudi de chaque mois et s'il y a lieu les jours suivants ;

2<sup>o</sup> Quinze jours avant la date d'ouverture de chaque session de l'assemblée représentative pour tout le temps nécessaire à l'étude des affaires qui devront être soumises à ses délibérations.

Art. 2. — L'arrêté n° 1208 a.p.a. du 20 septembre 1948 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 septembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1078 f.c., annulant un ordre de recette.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'ordre de recette n° 473 du 4 août 1948 de la somme de 30.000 francs émis au nom de : Union Steam Ship Cie à Papeete au titre du chapitre 3 article 5 paragraphe I, budget local, exercice 1948, pour prix des passages avec nourriture de Nlle-Zélande à Papeete, à bord du navire "Orohena" encaissés par la Compagnie de l'Union Steam Ship en Nlle-Zélande, en juin 1948, soit 6 passagers à 5.000 frs ;

Considérant que le prix des passages réclamé à l'Union Steam Ship Cie est compris dans le règlement définitif des comptes concernant le voyage du navire "Orohena" de Papeete - Nouvelle-Zélande - Papeete ;

Sur le rapport du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'ordre de recette n° 473 du 4 août 1948 de la somme de *trente mille francs* (30.000 frs) émis au nom de la Compagnie de l'Union Steam Ship, au titre du chapitre 3, article 5, paragraphe I est annulé pour cause de double emploi.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1079 s.g., portant annulation de crédits au budget de l'exercice 1946.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur le rapport du secrétaire général ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits du budget local, exercice 1946, qui n'ont pas été employés par les paiements effectifs ou par un transport au compte des restes à payer, sont annulés pour une somme de : *dix millions deux cent quatre-vingt-dix mille cent douze francs, 15 centimes* (10.290.112 frs 15), se décomposant comme suit :

Chapitre 1 <sup>er</sup> . — Dettes exigibles.....	633.846 80
— 2. — Gouvernement (personnel) .....	230.645 84
— 3. — Gouvernement (matériel) .....	95.610 70
— 4. — Service d'administration générale et des finances (personnel) ..	14.960 49
— 5. — Service d'administration générale et des finances (matériel) ..	»
— 6. — Services financiers (personnel) ..	»
— 7. — Services financiers (matériel) ..	37.402 80
— 8. — Dépenses d'exploitations industrielles (personnel) .....	763.735 50
— 9. — Dépenses d'exploitations industrielles (main-d'œuvre) .....	1.036.793 25
— 10. — Dépenses d'exploitations industrielles (matériel) .....	3.273.477 70
— 11. — Service d'intérêt social et économique (personnel) .....	24.244 65
— 12. — Service d'intérêt social et économique (matériel) .....	2.825.415 55
— 13. — Dépenses diverses (personnel) ..	145.552 40
— 14. — Dépenses diverses (matériel) ..	577.154 47
— 15. — Fonds secrets .....	»
— 16. — Dépenses imprévues .....	12.320 40
— 17. — Dépenses d'ordre .....	»
— 18. — Dépenses extraordinaires .....	618.951 60
Total .....	<u>10.290.112 15</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1080 s.g., ouvrant des crédits supplémentaires au budget local, exercice 1946.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la délibération de l'assemblée représentative en date du 23 juin 1949 ;

Sur le rapport du secrétaire général ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au budget local, exercice 1946, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 117.564, 70 (*cent dix-sept mille cinq cent soixante quatre francs soixante-dix centimes*) dont :

6.022 70 au chapitre 5 ;

53.099 » au chapitre 6 ;

58.443 » au chapitre 17.

117.564 70

Il sera pourvu à la réalisation de ces dépenses au moyen des ressources ordinaires du budget de l'exercice en cause.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1081 f.c., portant annulation d'autorisations d'engagements et de crédits de paiements au budget spécial F.I.D. E.S. exercice 1948-1949.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 ;

Vu l'arrêté n° 787 f.c. du 22 juillet 1949 rendant exécutoire le budget spécial 1948-1949 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative en date du 24 novembre 1948 ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont annulés les autorisations d'engagements et les crédits de paiements s'élevant à la somme de 2.300.000 francs prévus au budget spécial F.I.D.E.S. 1948-1949 au titre du chapitre 129 - goélette médicale.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1082 f.c. annulant un ordre de recette.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'ordre de recette n° 829 de 124.356 francs 20 émis le 13 octobre 1947 au nom du trésorier-payeur, pour constater une recette faite en novembre 1946 par le receveur central des finances

de la Seine, pour le compte de la Colonie des Etablissements français de l'Océanie;

Attendu d'une part que cette recette se rapporte au remboursement d'une avance de 300.000 francs faite par le service administratif colonial de Paris le 15 mai 1941, pour le compte du budget des Etablissements français de l'Océanie, avance mise à la disposition de la Banque de l'Indochine à Paris pour divers secours accordés à Tahiti;

Attendu d'autre part que cette avance est remboursée au Territoire en octobre 1946 pour sa valeur en francs métropolitains;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative dans sa session d'octobre-novembre 1948 rejetant la régularisation de la dépense,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'ordre de recette n° 839 du 13 octobre 1947 de la somme de *cent vingt-quatre mille trois cent cinquante-six francs 20 centimes* (124.356 Frs 20) émis au nom du trésorier-payeur, au titre du chapitre 7 art. 1 § 4 du budget local de l'exercice 1947, pour constater une recette faite en novembre 1946 par le receveur central des finances de la Seine pour le compte du Territoire des Etablissements français de l'Océanie, est annulé, par suite du rejet de la dépense correspondante.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1083 f.c. ordonnant un prélèvement sur la caisse de réserve pour couvrir le versement du dernier quart de la contribution complémentaire du Territoire au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans de développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 16 octobre 1946 portant création dans les territoires d'outre-mer de budgets spéciaux d'exécution des plans d'équipement et de développement de la loi du 30 avril 1946;

Vu le budget spécial des Etablissements français de l'Océanie, exercice 1948-1949, établi conformément à la loi du 30 avril 1946 et au décret du 16 octobre 1946 susvisés;

Sur le rapport du chef du service des finances et de la comptabilité;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La somme de 1.500 000 francs (*Un million cinq cent mille francs*) représentant le montant du dernier quart de la contribution complémentaire du Territoire à verser au fonds d'investissement pour l'exécution du budget spécial du plan de développement économique et social des Etablissements français de

l'Océanie, de l'exercice 1948-1949, arrêté à la somme de 72 millions 200.000 francs, sera prélevée sur la caisse de réserve du budget local.

Art. 2. — La somme de 1.500 000 francs sera constatée en recettes au chapitre 9 du budget local de l'exercice 1949.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTE n° 1084 s.g., augmentant les tarifs des droits sur les copies des plans et cartes du service topographique.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1913 portant organisation et fonctionnement du service topographique, notamment l'article 20, fixant le montant des droits à percevoir pour la remise des copies de plans, des procès-verbaux de bornage et des extraits du registre matrice;

Vu l'arrêté du 11 mars 1924, portant modification de l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913 portant organisation et fonctionnement du service topographique;

Vu l'arrêté du 11 août 1930 déterminant le prix de vente du plan de la ville de Papeete et de la carte d'ensemble de l'Océanie dressés par le service topographique;

Vu l'arrêté n° 672 s.t. du 30 juillet 1932 modifiant à nouveau ces droits;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949 et vu la délibération conforme de l'assemblée représentative,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 672 du 30 juillet 1932 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

La remise des copies de plans et cartes du service topographique sera faite après paiement des droits suivants :

- |  |       |
|--|-------|
| 1 <sup>o</sup> - chaque extrait du registre matrice avec maximum de 10 lignes .....  | 20 »  |
| au-dessus de 10 lignes il sera perçu, par ligne, un droit supplémentaire de .....  | 2 »   |
| 2 <sup>o</sup> - chaque copie de procès-verbal de bornage. ....  | 40 »  |
| 3 <sup>o</sup> - Chaque copie de plan parcellaire :  |       |
| pour une parcelle de moins de 2 hectares .....   | 120 » |
| pour une parcelle de 2 à 5 hectares .....  | 240 » |
| pour une parcelle de 5 à 10 hectares .....   | 360 » |
| pour une parcelle de 10 à 20 hectares .....  | 480 » |
| pour une parcelle de 20 à 40 hectares .....  | 600 » |
| pour une parcelle de 40 à 70 hectares .....  | 720 » |
| pour une parcelle de 70 à 100 hectares .....   | 840 » |
| au-delà de 100 hectares .....  | 200 » |
| en sus par 100 hectares ou fraction de 100 hectares.   |       |
| 4 <sup>o</sup> - chaque copie du plan de la ville de Papeete, de la carte touristique de Tahiti, de la carte d'ensemble de l'Océanie ..... | 40 »  |
| par groupe de 10, le prix unitaire sera réduit à ....  | 30 »  |

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement et le chef du service de l'enregistrement et du cadastre, sont chargés, chacun

en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1085 j., portant modification des articles 132 et 133 de l'arrêté du 31 décembre 1938 et rapportant l'article 134 dudit arrêté réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 20 mai 1910, 30 juin 1914, 8 avril 1930 relatifs à la protection de la santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 10 novembre 1948 portant modification au décret du 20 mai 1910 ;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoire ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1938 organisant un service d'hygiène et de prophylaxie publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire et du chef du service de santé ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les articles 132 et 133 de l'arrêté du 31 décembre 1938 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 132. — Les infractions au présent arrêté seront punies d'une amende de 15 à 500 francs.

« Art. 133. — En cas de récidive dans les conditions prévues à l'article 483 du code pénal, la peine d'emprisonnement de 1 à 5 jours sera, en outre, prononcée ».

Art. 2. — Le chef du service judiciaire, le chef du service de santé, le maire de la ville de Papeete, les chefs de circonscription, le chef du service d'hygiène, les chefs de postes administratifs et les présidents des conseils de districts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1087 j., convoquant les électeurs à la chambre de commerce pour l'élection de douze candidats aux fonctions d'assesseurs au tribunal mixte de commerce de Papeete.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 44, 45, 46 et 230 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 10 octobre 1922 modifié par les décrets des 16 janvier 1929, 27 janvier 1938 et 1<sup>er</sup> avril 1946, organisant la chambre de commerce de Papeete ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection de douze candidats aux fonctions d'assesseurs au tribunal mixte de commerce de Papeete, pour la période de septembre 1949 à septembre 1951, suivant le mode et les conditions d'électorat et d'éligibilité adoptés pour l'élection à la chambre de commerce ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les électeurs à la chambre de commerce sont convoqués pour le dimanche onze décembre 1949 pour l'élection de douze candidats aux fonctions d'assesseurs au tribunal mixte de commerce de Papeete.

Art. 2. — Les élections auront lieu au scrutin de liste d'après la liste des électeurs insérés au *Journal officiel* du 15 mai 1948.

Art. 3. — Le bureau électoral sera constitué à Papeete sous la présidence du président en charge, ou du plus ancien commerçant de Papeete, membre de la chambre de commerce, à Uturoa, sous la présidence du maire ou de son adjoint, assisté de deux électeurs consulaires sachant lire et écrire, dans les districts sous la présidence du chef du district ou de son adjoint, assisté également de deux électeurs consulaires sachant lire et écrire ou d'un électeur consulaire et d'un membre du conseil de district.

Art. 4. — Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 15 heures.

Art. 5. — Les procès-verbaux des opérations électorales seront établis en double expédition, l'une de ces expéditions sera déposée ou adressée au secrétariat de la chambre de commerce, et l'autre sera immédiatement transmise, sous enveloppe, au gouverneur.

Art. 6. — Le recensement général des votes aura lieu dans les conditions fixées à l'article 12 du décret du 10 octobre 1922, modifié par celui du 1<sup>er</sup> avril 1946.

Art. 7. — L'élection, qui se fait à un seul tour de scrutin, a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre de suffrages exprimés. A égalité de suffrages, l'élection est acquise au commerçant le plus anciennement établi.

Art. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1088 j., fixant le tarif des notaires dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 5 octobre 1949)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la Colonie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 août 1898 portant fixation pour le département de la Seine du tarif des honoraires, vacations, frais de rôles ou de voyages et autres droits qui peuvent être dus aux notaires à l'occasion des actes de leur ministère, modifié par le décret du 29 janvier 1927 ;

Vu l'arrêté du 9 juin 1933 réglementant le mode de versement au trésor par les greffiers notaires ou agents faisant fonctions de notaires à Taravao, Moorea, Makatea, Iles Sous-le-Vent, Tua-



motu, Marquises Nord, Marquises Sud, Gambier, Tubuai, Rurutu-Rimatarara, Rapa, du montant de leurs honoraires ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1937 fixant le taux des indemnités diverses et notamment le tableau E paragraphe 13 qui y est annexé concernant la ristourne due aux greffiers notaires ;

Vu le décret du 30 novembre 1928, autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, dans les pays de protectorat et territoires à mandat dépendant du ministère des colonies, les gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires de la République à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1934 fixant le tarif des notaires dans les Etablissements français de l'Océanie d'après les décrets du 25 août 1898 et du 29 janvier 1927 ;

Considérant que le tarif qui résulte de ces textes ne correspond plus aux besoins actuels ;

Vu le décret du 10 août 1945 et les rectificatifs publiés au *Journal officiel* de la République française des 29 août et 4 septembre 1945 ;

Sur le rapport du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté du 27 janvier 1934 est rapporté.

Art. 2. — Les honoraires des notaires seront réglés dans les Etablissements français de l'Océanie d'après le tarif fixé pour les notaires de la Métropole par le décret du 10 août 1945 et les rectificatifs publiés au *Journal officiel* de la République française, 1945, pages 4979, 5383 et 5527, sans aucune majoration, notamment à titre de supplément colonial.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du jour de sa promulgation et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1089 a.e., prescrivait la prise en charge des opérations de l'ancienne caisse agricole par la caisse centrale du crédit agricole mutuel et donnant quitus à M. Villierme, secrétaire-trésorier

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 625 s.g., du 1<sup>er</sup> octobre 1933 chargeant la caisse centrale du crédit agricole mutuel, de la liquidation de la caisse agricole de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1051 f.c., prononçant la clôture définitive des opérations de liquidation de la caisse agricole ;

Vu le rapport du 2 octobre 1948 du trésorier-payeur, contrôleur de la caisse centrale du crédit agricole mutuel ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse centrale du crédit agricole mutuel en date du 10 mai 1949 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 625 s.g., du 1<sup>er</sup> octobre 1933 susvisé l'actif net dispo-

nible de la caisse agricole de Tahiti s'élevant au 1<sup>er</sup> août 1948 à 375.163 frs. 35 sera pris en compte par la caisse centrale du C.C. A.M. à titre de dotation sous la rubrique : « Capital provenant de la liquidation de la caisse agricole ».

Art. 2. — La gestion du solde des opérations de la caisse agricole avec les tiers s'élevant au 1<sup>er</sup> août 1948 à 523.537 frs. 07 pour les dépôts et à 313.599 frs. 90 pour les prêts à particulier sera assurée pour son propre compte par la caisse centrale du crédit agricole mutuel qui les prendra en charge.

Art. 3. — La caisse centrale du C.A.M. prendra possession des créances litigieuses de la caisse agricole, s'élevant à 1.322.891 frs. 42 et les suivra dans des comptes d'ordre.

Art. 4. — Quitus est donné à M. Villierme Henri, secrétaire-trésorier de la caisse agricole pour sa gestion de liquidation de cet organisme de 1933 à 1948. Le cautionnement versé par M. Villierme en garantie de sa gestion est libéré et lui sera remboursé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1090 a.e., portant approbation : 1<sup>o</sup>) du compte administratif de la chambre de commerce pour l'exercice 1948 ; 2<sup>o</sup>) du budget de l'exercice 1949.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 octobre 1922 portant réorganisation de la chambre de commerce de Papeete, notamment l'article 36 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé le compte administratif de la chambre de commerce de Papeete, pour l'exercice 1948, arrêté en recettes et en dépenses, à la somme de : *Trois cent cinq mille cent vingt-deux francs quarante centimes* (305.122 frs 40).

Art. 2. — Est approuvé et rendu exécutoire le budget de la chambre de commerce pour l'exercice 1949 arrêté :

1<sup>o</sup> en recettes à la somme de : *Sept cent vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-treize francs trente centimes* (723.493 frs 30).

2<sup>o</sup> en dépenses, à la somme de : *Sept cent vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-treize francs* (723.493 frs).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1091 co., rendant exécutoires les rôles principaux de l'année 1949.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 663 f.c. du 23 juin 1949, rendant exécutoire le budget de l'exercice 1949 des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du chef du service des contributions,

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux de l'exercice 1949, s'élevant à la somme totale de : *Six cent quatre-vingt-treize mille six cent cinquante-sept francs*, savoir :

#### PERCEPTION DE TAHITI - (Districts).

##### Rôles principaux - Ex. 1949.

Patentes fixes et proportionnelles .....	438.990 »
10 % Chambre de Commerce .....	43.889 »
Propriété bâtie .....	133.778 »
Taxe sur les chiens .....	77.000 »
Total de perception .....	693.657 »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1092 co., rendant exécutoire les rôles principaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des 10 % C.C. et de la taxe sur les chiens, pour l'année 1949.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 663 f.c., du 23 juin 1949, rendant exécutoire le budget de l'exercice 1949 des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du chef du service des contributions ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, exercice 1949, s'élevant à la somme totale de : *Cent cinquante cinq mille six cent soixante seize francs*, savoir :

#### PERCEPTION DE TAHITI.

##### Rôles principaux - Ex. 1949.

(Districts de Moorea — Ile Maiao).

##### Afareaitu

Propriété bâtie .....	2.094 »
Patentes fixes et proportionnelles ..	23.500 »
10 % C.C. ....	2.350 »
Taxe sur les chiens .....	2.300 »
Total de la perception .....	30.244 »

##### Haapiti

Propriété bâtie .....	2.363 »
Patentes fixes et proportionnelles ..	23.220 »
10 % C.C. ....	2.322 »
Taxe sur les chiens .....	4.150 »
Total de la perception .....	32.055 »

##### Papetoai

Propriété bâtie .....	4.170 »
Patentes fixes et proportionnelles ..	17.143 »
Taxe sur les chiens .....	4.150 »
10 % C.C. ....	1.714 »
Total de la perception .....	27.177 »

##### Teaharoa

Propriété bâtie .....	6.415 »
Patentes fixes et proportionnelles ..	40.501 »
10 % C.C. ....	4.050 »
Taxe sur les chiens .....	3.500 »
Total de la perception .....	54.466 »

##### Teavaro

Propriété bâtie .....	317 »
Patentes fixes et proportionnelles ..	6.670 »
10 % C.C. ....	667 »
Taxe sur les chiens .....	1.550 »
Total de la perception .....	9.204 »

##### Ile Maiao.

Patentes fixes et proportionnelles ..	2.300 »
10 % C.C. ....	230 »
Total de la perception .....	2.530 »
Total général .....	155.676 »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1093 a.p.a. interdisant à la nommée Marianne, Monita Moua, dite Dolly, le séjour de la circonscription administrative de Tahiti et dépendances ainsi que les îles Raiatea et Borabora aux Iles Sous-le-Vent.

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885 ;

Vu le jugement du Tribunal Correctionnel de Papeete en date du 11 mai 1948 condamnant la nommée Marianne, Monita Moua dite Dolly, à trois mois de prison pour vol ;

Vu le jugement du Tribunal Correctionnel de Papeete en date du 1<sup>er</sup> février 1949 condamnant la susnommée à 3 mois de prison et cinq années d'interdiction de séjour, et prononçant la confusion de la peine de 3 mois de prison avec celle du 11 mai 1948 ;

Vu le jugement du Tribunal Correctionnel de Papeete en date du 15 février 1949, condamnant la susnommée à six mois de prison et prononçant la confusion de cette peine avec celle de trois mois prononcée le 1<sup>er</sup> février 1949 ;

Vu le jugement du Tribunal Correctionnel en date du 3 septembre 1949, condamnant la susnommée à une nouvelle peine de trois mois de prison et de cinq années d'interdiction de séjour ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et administratives ;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le séjour de l'ensemble de la Circonscription de

Tahiti et Dépendances comprenant Tahiti, Moorea, Maiao, Makatea, et le séjour des îles Raiatea et Borabora, aux Îles Sous-le-Vent, est interdit pour une durée de dix années à la nommée Marianne, Monita Moua, dite Dolly, condamnée le 11 mai 1948 à 3 mois de prison pour vol, le 1<sup>er</sup> février 1949 à 3 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol, le 15 février 1949 à six mois de prison pour vol, le 3 septembre 1949 à 5 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol, à compter du jour de sa libération.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi susvisée du 27 mai 1885.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire, le chef du service de la sûreté, les chefs de circonscriptions et les chefs de postes administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

**ARRÊTÉ n° 1094 f.c. admettant les fonctionnaires du cadre local des agents des affaires administratives au bénéfice de l'indemnité compensatrice provisoire.**

(Du 5 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu la délibération de l'Assemblée représentative, séance du 22 mars 1946, tendant à ce que les fonctionnaires, agents et auxiliaires bénéficient d'une augmentation d'émoluments d'environ 55 % par rapport à ceux antérieurs au 15 avril 1945;

Vu l'arrêté n° 604 c. du 28 juin 1946 portant création et organisation d'un cadre local des agents des affaires administratives;

Vu l'arrêté n° 874 s.g. du 5 septembre 1946 accordant à certains fonctionnaires des cadres locaux et agents auxiliaires permanents une indemnité compensatrice provisoire;

Considérant que les dispositions de cet arrêté n'ont pas été étendues aux agents du cadre local des affaires administratives, ceux-ci se trouvant de ce fait nettement désavantagés par rapport aux agents des autres cadres et aux auxiliaires;

Attendu qu'aucune raison ne justifie cette mesure;

Sur le rapport du chef du service des finances et de la comptabilité;

Le conseil privé entendu le 4 octobre 1949,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949 les agents du cadre local des affaires administratives créé par arrêté n° 604 c. du 28 juin 1946 sont admis au bénéfice de l'indemnité compensatrice provisoire instituée par arrêté n° 874 s.g. du 5 septembre 1946.

Cette indemnité leur sera mandatée dans les mêmes formes et conditions qu'aux fonctionnaires et agents des autres cadres locaux, conformément au tableau ci-annexé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1949.

A. ANZIANI.

TABLEAU annexé à l'arrêté n° 1094 f.c. du 5 octobre 1949.

**Cadre local des agents des affaires administratives.**

Solde de base (arrêté n° 604 c. du 28 juin 1946).	Célibataires	Hommes mariés sans enfants, femmes mariées avec enfants, veufs, veuves, divorcés séparés de corps ou célibataires avec enfants.	Hommes mariés avec :					
			1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants
30.000	néant	4.900	9.250	9.600	6.500	5.000	2.500	1.500
31.500	—	3.950	8.300	8.600	5.700	3.800	1.200	néant
33.000	—	6.000	10.400	10.500	7.850	5.500	2.800	—
34.500	—	5.100	9.450	9.500	6.800	4.500	1.500	—
36.000	—	3.200	7.600	7.500	4.800	2.500	néant	—
37.500	—	3.000	7.350	7.200	3.900	1.400	—	—
39.000	—	8.400	12.800	12.600	9.150	6.400	—	—
41.000	—	5.150	9.500	9.200	5.800	3.500	—	—
43.000	—	4.800	9.250	8.800	4.800	2.500	—	—
46.000	—	4.650	9.000	8.400	4.200	1.200	—	—

**ARRÊTE n° 1100 a.p.a., admettant les nommés Terii Tepea né Faatau, Rehia Raymond, Gennings James Terii Teiho à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.**

(Du 11 octobre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la Colonie par arrêté du 9 décembre suivant;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée;

Vu l'avis émis par la Commission de surveillance des prisons;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les nommés ci-après, détenus à la prison

coloniale de Papeete, sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle :

1) Terii Tepea né Faatau, condamné le 17 mai 1949 à six mois de prison pour violences et voies de fait ;

2) Rehia Raymond, condamné le 27 novembre 1948 à vingt deux mois de prison pour violences et voies de fait et 200 frs d'amende ;

3) Gennings James, condamné le 27 novembre 1948 à vingt deux mois de prison pour violences et voies de fait et 300 frs d'amende ;

4) Terii Teiho, condamné le 27 novembre 1948 à vingt deux mois de prison pour violences et voies de fait et 200 frs d'amende.

En conséquence, après notification du présent arrêté, paiement des amendes et frais éventuels et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté et pourront y être laissés jusqu'à l'expiration de leur peine.

Art. 2.— Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le Chef du Service de la Sûreté. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné à leur maintien en liberté.

Dans ce cas, les nommés Terii Tepea, né Faatau, Rehia Raymond, Gennings James, Terii Teiho seront réintégrés à la prison pour toute la durée de leur peine non écoulée au moment de leur libération.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 octobre 1949.

A. ANZIANI.

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

#### CABINET

1. — *Par décision n° 1043 du 26 septembre 1949.* — M<sup>me</sup> Drollet (Madeleine), agent auxiliaire temporaire du service local, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde, pour une période de six mois, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1949.

2. — *Par décision n° 1056 du 30 septembre 1949.* — M. Faatupaitera Faaitoa, ancien élève des cours professionnels agricoles, ex-arboriculteur-horticulteur au jardin d'essai de Mamao, est engagé à titre temporaire en qualité d'élève conducteur à la station agricole de Pirae, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.

Il percevra des salaires mensuels de *cinq mille cinq cents francs* (5.500) exclusifs de toute indemnité.

3. — *Par décision n° 1073 du 4 octobre 1949.* — Un congé de convalescence de quinze jours est accordé, pour compter du 27 septembre 1949, à M<sup>me</sup> Fougerousse (Marguerite), épouse Perry, agent auxiliaire permanent de 2<sup>e</sup> catégorie, 6<sup>e</sup> degré, en service au secrétariat général.

4. — *Par décision n° 1074 du 4 octobre 1949.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé, pour compter du 18 septembre 1949, à M. Amaru (Terootae, Tafai), brigadier de 2<sup>e</sup> classe du cadre local de la police.

5. — *Par décision n° 1076 du 4 octobre 1949.* — Madame Beveridge (Renée) est engagée, à titre d'auxiliaire temporaire, en qualité de secrétaire du bureau du tourisme, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.

L'intéressée percevra un traitement mensuel de 5.000 francs.

\* \* \*

#### AFFAIRES POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

1. — *Par décision n° 1066 du 1<sup>er</sup> octobre 1949.* — Les effets de la décision n° 965 a.p.a. du 7 septembre 1949, retirant à M. Yiou Khung c.i. n° 2752, sa carte de commerçant étranger, sont suspendus pour une durée de six mois.

Cette mesure sera révisée éventuellement à l'issue de cette période.

2. — *Par décision n° 1067 du 1<sup>er</sup> octobre 1949.* — Sont désignés comme membres fonctionnaires de la Commission fixée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 1046 a.p.a. du 27 septembre 1949 :

M.M. Attali (Yves), administrateur des colonies,

Favereau (Marcel), sous-chef de bureau de 2<sup>e</sup> classe d'Administration générale.

\* \* \*

#### AGRICULTURE

1. — *Par arrêté n° 1071 du 3 octobre 1949.* — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 783 j. du 22 juillet 1949, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Est interdit l'embarquement des bovidés sur pieds des îles Tahiti, Moorea, Raiatea, Tubuai et Makatea, à destination des autres îles des Etablissements français de l'Océanie.

\* \* \*

#### INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 1069 du 1<sup>er</sup> octobre 1949.* — L'examen d'entrée au stage d'initiation professionnelle (cours de menuiserie-charpente) aura lieu à l'Ecole Centrale de Papeete le lundi 3 octobre à 08 heures.

La composition de la commission de surveillance et de correction pour l'examen visé à l'article 1<sup>er</sup> est fixée comme suit :

M. Vaissière, chef du service de l'instruction

publique, président ;

M. Delafosse, professeur technique adjoint, membre ;

M. Mollon, directeur de l'Ecole Centrale, »

M. Hardy, instituteur au cours complémentaire, »

M<sup>me</sup> Hardy, institutrice »

Le chef du service de l'instruction publique est chargé de la convocation des candidats et de l'organisation des épreuves.

2. — *Par décision n° 1097 du 8 octobre 1949.* — Pour compter du 17 octobre 1949 :

M<sup>me</sup> Aunoa Teramai, adjointe à l'école de Tiva (Tahaa), est chargée de l'école de Tapuamu (Tahaa).

\* \* \*

#### JUSTICE

1. — *Par décision n° 1086 du 5 octobre 1949.* — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à Monsieur Taaroa a Uriaere, né à Hauti vers 1897, à l'effet de contracter mariage avec la dame Tutara a Moeterauri.

Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

\* \* \*

#### TUAMOTU-GAMBIER

1. — *Par arrêté n° 1106 du 13 octobre 1949.* — Le secteur dénommé "Tearia" du lagon des Gambier est ouvert à la pêche des huîtres nacrées et perlières, par plongeurs à nu, pour une période de trois mois à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1949.

La dimension des huîtres pêchées ne devra pas être inférieure à 12 centimètres, mesure prise à l'extérieur suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes de la coquille.

La pêche sera soumise à la réglementation en vigueur.

#### AVIS OFFICIELS

Liste définitive des candidats à l'élection du 23 octobre 1949 d'un représentant des Etablissements français de l'Océanie à l'Assemblée Nationale :

MM. OOPA Pouvanaa,  
VERNAUDON Emile  
VERNIER Charles.

#### A V I S

L'arrêté n° 1046 a.p.a. du 27 septembre 1949 porte désignation d'une Commission chargée de l'application des modalités législatives relatives à la propagande électorale.

Le Président de cette Commission est le Président du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance ou un magistrat désigné par le Président du Tribunal Supérieur d'Appel.

M.M. les Candidats sont priés de se mettre en rapport, le plus tôt possible, avec le Président de cette commission en vue de l'impression de leurs bulletins de vote, circulaires et affiches électorales.

Ces documents seront expédiés par les soins de l'Administration aux archipels. Ils devront, en conséquence, être remis aux dates imparties ci-après :

avant le 7 octobre 1949 pour les documents destinés aux archipels autres que Tahiti, Moorea et les Iles Sous-le-Vent;

avant le 11 octobre pour les documents destinés aux autres îles.

La Commission ne sera pas tenue d'assurer l'acheminement des documents qui lui parviendraient après ces dates.

#### SERVICE DU CADASTRE

#### AVIS

Il est porté à la connaissance des propriétaires de terres situées dans la vallée de PAPENOO que les opérations cadastrales de la dite vallée sont prévues au programme des travaux à effectuer en 1950.

D'ores et déjà les propriétaires intéressés sont invités à

retirer leurs titres de propriété en vue de pouvoir les présenter au moment du passage des géomètres.

Papeete, le 10 octobre 1949.

*Le Chef du Service de l'Enregistrement  
et du Cadastre,*  
J. ROUCAUTE.

#### SERVICE DE LA CURATELLE AUX BIENS VACANTS

Ont été appréhendés par le Service de la Curatelle, les biens vacants constitués par les parts revenants à :

- 1°) M. LING TIM LAW THAI
- 2°) M. LING TIM WAI LIM
- 3°) M<sup>lle</sup> LIN THIEM,

actuellement à Canton, en Chine, et non représentés dans le Territoire dans la Succession de leur père LIN THIEM c.i. n° 2748, décédé en juin 1949 à Tubuai.

Ces biens comprennent, en vertu d'un testament public en date du 28-1-49 la part appartenant au défunt dans la Société HOP CHOP LONG, siège social à Papeete.

Les créanciers de la Succession sont priés de produire leurs titres de créance au Curateur et les débiteurs de se libérer entre les mains du même curateur.

Papeete, le 12 octobre 1949.

*Le Curateur,*  
J. ROUCAUTE.

#### SERVICE DE LA CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES

#### AVIS

A été appréhendée par le Service de la Curatelle à Papeete la succession de M. Jean PLESSIS, gardien, domicilié à Papeete y décédé, le 10 octobre 1949 sans laisser d'héritiers présents ou représentés dans le Territoire.

En conséquence, les débiteurs de la succession sont priés de se libérer sans délai de leur dette entre les mains du Curateur, les créanciers de produire leurs titres de créance au même Curateur.

Papeete, le 12 octobre 1949.

*Le Curateur,*  
J. ROUCAUTE.

#### AVIS

#### CURATELLE AUX BIENS VACANTS

Ont été appréhendés par le Service de la Curatelle aux biens vacants, le bien vacant constitué par la part du prix de vente d'une terre sise à Faariipiti, Papeete, provenant de la Succession de M. Najakura et revenant à son père, domicilié au Japon, 12 Yunomura Date Goun, Kukushima-Ken JAPON.

Les débiteurs de cette succession et les créanciers sont priés de se libérer ou de produire leurs titres de créance le plus tôt possible entre les mains du Curateur d'office à Papeete.

*Le curateur aux biens vacants,*  
ROUCAUTE.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> PIERRE de MONTLUC, Avocat-Défenseur à Papeete.

Notification a été faite à la requête de Monsieur Armand ANZIANI, Chevalier de la Légion d'Honneur, Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, résidant à Papeete, agissant au nom et pour le compte du Territoire, assisté de Monsieur ROUCAUTE, Receveur des Domaines, même Ville, ayant tous deux domicile élu rue du Général de GAULLE à Papeete en l'Etude de M<sup>e</sup> P. de MONTLUC, Avocat-Défenseur près les Tribunaux des Etablissements français de l'Océanie, suivant exploit de M<sup>e</sup> Pierre ASSAUD, Huissier-Audiencier des Tribunaux de Papeete en date à Papeete du dix Octobre 1949, enregistré, à Monsieur le Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire des Etablissements français de l'Océanie, en son Parquet au Palais de Justice de Papeete, de l'expédition dûment en forme d'un acte dressé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 6 Octobre 1949 enregistré, constatant le dépôt fait au Greffe ledit jour de l'original d'un acte de cession administrative du 28 Septembre 1949 transcrit à Papeete le 29 Septembre 1949 Vol. 344 N° 111.

Aux mêmes requête, poursuites et diligences que dessus, en présence de Madame Marie Louise SHILSON, Veuve non remariée de M. Robert EONNET, demeurant à Paris 12 rue Adolphe Yvon, venderesse en pleine propriété de :

Une terre de dix huit mille sept cents mètres carrés (18.700 m<sup>2</sup>) (auxquels il convient d'ajouter la superficie du chemin porté sur le plan comme étant de servitude) le tout faisant partie de la propriété SHILSON, sise dans la vallée de Hamuta, Pirae, et que les parties déclarent bien connaître comme étant représentée en rose (à l'exception du chemin dit de servitude, vendu aussi par les présentes) sur le plan dressé le 9 Septembre 1949 par le Géomètre LEHARTEL, annexé au présent acte, signé des deux parties et conservé par le Service des Domaines.

Et ce moyennant outre les charges le prix principal de : *Sept cent soixante dix sept mille francs*, avec déclaration à Monsieur le Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, que ladite notification lui était ainsi faite conformément à l'article 2194 du Code Civil, pour qu'il eût à prendre telles inscriptions d'hypothèques légales qu'il aviserait dans le délai de deux mois, et que faute par lui de ce faire dans ce délai, l'immeuble dont s'agit serait définitivement purgé et libéré entre les mains du requérant de toutes hypothèques de cette nature, avec déclaration en outre à Monsieur le Procureur de la République que les anciens propriétaires, outre la venderesse, énumérés ci-dessous étaient :

Monsieur Arthur D. SHILSON, décédé le 1<sup>er</sup> Avril 1924,

son père, dont elle a hérité comme fille unique et au surplus légataire universelle.

Monsieur Albert Atger qui avait vendu à M. SHILSON suivant acte authentique de M<sup>e</sup> VINCENT, Notaire à Papeete le 28 Novembre 1921, laquelle vente ayant fait l'objet d'une procédure de purge d'hypothèques légales diligentée par M<sup>e</sup> SIGOGNE, Avocat-Défenseur à Papeete (J.O.E.F.O. du 1-2-1922) et qu'aucune autre notification n'avait été jugée nécessaire, M. ATGER étant propriétaire en vertu des titres antérieurs à 1908.

Et que tous du chef desquels il pouvait être pris des inscriptions d'hypothèques légales n'étant pas connus du requérant, ferait publier ladite notification dans le *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie, conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 Mai 1807.

P. DE MONTLUC, Avocat-Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> P. DE MONTLUC, Avocat-Défenseur à Papeete.

### H. LABORIE ET Cie Société à Responsabilité Limitée

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 30 Septembre 1949, enregistré, il a été formé entre :

1<sup>o</sup> Madame Hélène LABORIE, Commerçante, demeurant à Papeete.

2<sup>o</sup> Monsieur Pierre LABORIE, Commerçant, demeurant à Papeete.

3<sup>o</sup> Monsieur Emile TCHEN HAN KHEOU c.i. n° 6676, employé de commerce, demeurant à Papeete.

4<sup>o</sup> Monsieur André Vidal, propriétaire, demeurant à Papeete.

Une Société à responsabilité limitée ayant pour objet : la commission, l'exportation et le commerce général.

La raison sociale est "H. LABORIE et Cie".

Le siège social est à Papeete.

La durée de la Société est de dix années à compter de sa constitution définitive.

Le capital social est fixé à *Cent cinquante mille francs C.P.* (150.000 frs C.P.) divisé en cent cinquante parts de mille francs chacune.

Madame H. LABORIE a apporté en nature la clientèle, l'achalandage, attaché à l'établissement qui lui appartenait, le tout évalué à vingt cinq mille, et des approvisionnements et marchandises décrits et estimés suivant inventaire joint à l'acte à vingt cinq mille francs.

Dans les mêmes conditions M. Pierre LABORIE a apporté des approvisionnements et marchandises décrits et estimés suivant inventaire joint à l'acte à cinquante mille francs.

Total des parts en nature : *Cent mille francs*.

Les cent cinquante parts du capital social ont été attribuées comme suit :

Madame Hélène LABORIE cinquante parts	50 parts
M. Pierre LABORIE cinquante parts	50 parts
M. Emile TCHEN HAN KHEOU c.i. n° 6676 trente cinq parts	35 parts
M. André VIDAL quinze parts	15 parts
<b>Total :</b>	<b>150 parts</b>

La Société est administrée par M. Pierre LABORIE, et M. Emile TCHEN HAN KHEOU c.i. n° 6676 est désigné comme gérant adjoint, devant remplacer M. LABORIE, avec les mêmes pouvoirs, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, avec mandat écrit de sa part.

Le Gérant a les pouvoirs les plus étendus pour contracter au nom de la Société.

Un des originaux de l'acte a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Pour extrait :  
P. DE MONTLUC.

Insertion en vertu de l'article 88 du décret du 21 Novembre 1933.

Le Greffier du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete (Ile Tahiti) informe Mr Jean Alfred MASSET, ingénieur, sans domicile ni résidence connus, que Mr le Président a fixé au 21 Octobre 1949 à 8 h. 30, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et Madame Georgine MARCILLAC, au sujet d'une demande d'exequatur.

Le Greffier,  
PENI.

## ANNONCES DIVERSES

### Groupement d'Action Catholique Notre-Dame

Déclaration de l'Association "Groupement d'Action Catholique Notre-Dame" qui a pour buts de favoriser le développement du Catholicisme en Océanie et d'apporter à tous ses habitants son concours et ses bienfaits. L'Association a son siège social à l'Evêché de Papeete.

### Banque de l'Indochine

Société Anonyme au capital de 510.000.000 frs.  
Siège Social 96, Boulevard Haussmann, Paris.  
R. C. Seine 13.924.

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires a été valablement tenue le 5 octobre à Paris. Le dividende net a été fixé à Frs Métropolitains 250 pour les actions anciennes seulement. Ce dividende sera payable à partir du 20 octobre 1949.

**Un chaînon de Modèles et de Prix ....**

**MONTRES LEBEM** - Précision même

MODÈLE B 620 SPORT 523<sup>f</sup> C.F.P.  
MODÈLE A 620 STANDARD 475<sup>f</sup> C.F.P.  
MODÈLE C 620 HAUT LUXE 564<sup>f</sup> C.F.P.  
MODÈLE D 620 ETANCHE 650<sup>f</sup> C.F.P.

MOUVEMENT ANCRE 15 RUBIS

BON DE GARANTIE ÉCHANGE ADMIS  
ENVOI CONTRE-REMBOURSEMENT PLUS FRAIS  
ou FRANCO MANDAT JOINT A LA COMMANDE  
POUR ENVOI PAR AVION AJOUTER 104 fr. C.F.P.

**MAURICE LEBEM 14** SERVICE N° 620  
rue de Bretagne 14  
PARIS 3<sup>e</sup> 14

VENTE DIRECTE

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

ARRÊTÉ n° 446 bis t.p., du 22 avril 1949 portant réglementation sur la police de la circulation et du roulage (prix broché) ..... 10 fr.

### Bulletin officiel (Fascicule)

Prix broché : 4 francs.

### Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 48 francs.

Tarif des taxes (prix broché)..... 35 fr.

**TROTTEUSE CENTRALE**

MOUVEMENT SUISSE DE PRÉCISION  
CALIBRE A RUBIS

avec BON de GARANTIE  
ÉCHANGE admis

ENVOI CONTRE-REMBOURSEMENT PLUS FRAIS  
ou FRANCO MANDAT JOINT A LA COMMANDE  
Pour ENVOI par AVION ajouter 104 fr. C.F.P.

**MAURICE LEBEM**  
SERVICE N° 320  
**14** R. de BRETAGNE **14**  
PARIS 3<sup>e</sup>

490<sup>f</sup> C.F.P.

avec cadran lumineux sup" 19 fr. C.F.P.  
avec verre incassable sup" 9 fr. C.F.P.



## STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

3<sup>me</sup> trimestre 1949

## COMMUNE DE PAPEETE

## NAISSANCES (186)

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	
Colons français .....	1	1	»	»	1	1	1	2	1	4
Indigènes .....	20	16	14	14	14	11	34	30	25	89
Métis .....	10	9	11	6	14	10	16	23	21	60
Etrangers .....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Asiatiques.....	7	3	4	10	4	3	17	7	9	33
.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux .....	38	29	29	30	33	27	68	62	56	186

## MARIAGES (10)

Juillet. ....	6
Août.....	3
Septembre.....	1
Total.....	10

## DÉCÈS (43)

a— Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ASIATIQUES						TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe		Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	masculin	féminin	
de 0 à 1 an .....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	5	1	1	»	2	3	»	»	»	»	»	»	7	8	15
de 1 à 10 ans .....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	1	3	4
de 10 à 25 ans .....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2	2	4
de 25 à 45 ans .....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	5	1	6
de 45 à 65 ans .....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	2	»	»	»	2	1	1	»	1	»	9	1	10
de 65 à n ans .....	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	2	2	4
Totaux .....	»	»	»	»	»	1	2	»	»	5	»	»	18	»	»	10	»	»	6	»	»	1	»	»	26	17	43

## b)— Par causes :

Tuberculose.....	8
Fièvre typhoïde.....	1
Affections pulmonaires .....	8
Cirrhose du foie.....	2
Débilité congénitale.....	8

Dysenterie amibienne.....	2
Méningite cérébro-Sp.....	1
Gangrène diabétique.....	1
Tétanos.....	1
Anémie cérébrale.....	1
Athropsie.....	1

Suicide par pendaison.....	1
Cardiopathie.....	4
Fractures multiples.....	1
Urémie.....	1
Gastro entérite aigue.....	1
Péritonite tuberculeuse.....	1

Vu :

Le Chef du Service de Santé,  
Dr PERRIN.

Le Contrôleur du Service d'Hygiène,  
MALARDÉ.